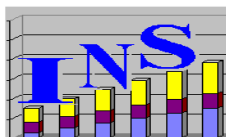


REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTRE DU PLAN
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE



ENQUETE NATIONALE DU TYPE 1-2-3

RAPPORT D'ETAPE



Timothée MAKABU ma NKENDA
Directeur Technique

Kinshasa, 23 décembre 2005

Résumé

Le gouvernement de la République Démocratique du Congo se propose de mettre sur pied un dispositif statistique de suivi et d'évaluation du programme de réduction de la pauvreté ; à cet effet, plusieurs opérations statistiques s'avèrent nécessaires pour produire tous les indicateurs pertinents dont on a besoin.

L'Enquête Nationale 1-2-3 auprès des ménages pour l'évaluation de la pauvreté répond à une grande partie de ces préoccupations.

1. Principaux objectifs

Les principaux objectifs de l'enquête nationale 1-2-3 sont :

- fournir les données qui concourent à une meilleure connaissance des conditions de vie et à finaliser le DSRP tant national que provincial.
- fournir les données de base pour l'élaboration des comptes nationaux et pour la rénovation de l'indice des prix à la consommation.

Comme objectifs spécifiques, l'enquête 1-2-3 se propose de disposer :

- Un document méthodologique sur la détermination de la ligne de pauvreté ;
- Un profil de pauvreté décrivant les populations pauvres (caractéristiques des populations pauvres), faisant ressortir les différences de niveaux de vie (en termes d'accès à l'éducation, à la santé, à l'eau potable, aux conditions d'habitat, en terme de consommation, en terme de revenus, etc...) et étudiant l'influence de l'activité économique, du niveau d'instruction, de la composition des ménages, etc... sur les conditions de vie ;
- Une batterie d'indicateurs sur les conditions de vie des ménages et sur les objectifs du millénaire pour le développement.
- Les coefficients de pondération de l'indice des prix ;
- Le montant de la consommation finale des ménages par produit ;
- La valeur ajoutée du secteur informel.

2. La réalisation de l'enquête 1-2-3 en RDC.

La République Démocratique du Congo, par son Institut National de la Statistique, a réalisé en 2004 une enquête du type 1-2-3 dans ville –province de Kinshasa. Ce type d'enquête est répété au niveau national au cours de l'année 2005.

Rappelons que l'enquête nationale 1-2-3 de la RDC est la troisième enquête du genre en Afrique, après le Maroc(1998-2000) et le Cameroun en 2005(phases 1 et 2). Toutes ces enquêtes 1-2-3 se basent sur la méthodologie développée au début des années 90 à DIAL/Paris. L'enquête 1-2-3 est composée de 3 enquêtes emboîtées, à savoir, une enquête sur l'emploi, le chômage et les conditions d'activité, une enquête sur le secteur informel et une enquête sur la consommation des ménages.

Préparation méthodologique et matérielle, formation.

La préparation technique de l'enquête 1-2-3 au niveau national s'est appuyé sur l'expérience acquise dans l'enquête 1-2-3 de Kinshasa, l'adaptation des questionnaires était axée particulièrement sur les cas spécifiques et sur les variables d'identification. Il a été produit un document attribuant un code unique à chaque site de l'enquête 1-2-3 , y compris Kinshasa.

Du point de vue méthodologique, à Kinshasa, la collecte des données de la phase-1 a précédé les autres phases, c'est à dire un échantillon de 2000 ménages a été enquêté par tous les enquêteurs retenus pour les 3 phases. A l'issue de la phase-1 une liste des Unités de

Production Informelles (U.P.I) était dressée par branche d'activité pour enquêter toutes ces U.P.I. Les 1053 ménages qui ont constitué un sous échantillon de 2000 ménages de la phase-1 ont été enquêtés pour la phase-3 .

En provinces, aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural, la contrainte temps et surtout budgétaire n'a pas permis d'appliquer exactement la même méthodologie. La collecte des données de trois phases a été opérée dans le même échantillon d'une manière simultanée par le même enquêteur.

Avant de collecter les données, il fallait disposer d'une base de sondage stratifiée. Or, il n'existait pas une base de sondage cohérente à jour au niveau de l'ensemble du pays. Nous avons dû bâtir une base de sondage à partir de quelques fichiers élémentaires. Faute d'un fichier récent du recensement scientifique de la population, nous avons eu recours, en grande partie, aux données des recensements administratifs du Ministère de l'Intérieur. Les informations complémentaires possibles nous ont été fournies par les Directions régionales de l'I.N.S. et par l'enquête sur le fichier des entités administratives.

Pour stratifier l'univers de sondage, le territoire national a été subdivisé en trois strates :

- la strate 1 est composée de toutes les villes statutaires du pays(hors Kinshasa).
- La strate 2 comprend toutes les cités du pays, on en compte 179 à la période de mise à jour de la base.

La strate 3 est constituée de tous les districts du pays : il y a eu officiellement 29 districts. Etant donné que les provinces de l'ancien Kivu se retrouvaient chacune avec un seul district et que les districts sont de tailles très inégales, les districts de plus d'un million d'habitants et ceux du Kivu ont été découpés pour avoir des sous-strates plus ou moins homogènes. L'enquête 1-2-3 en provinces a donc découpé le territoire national en 38 districts de travail.

Ensuite, il fallait déterminer la taille de l'échantillon. Pour ce faire, nous nous sommes proposés d'assurer un minimum de 1.000 ménages pour chacune des provinces. En ajustant avec la charge de travail d'une équipe d'enquêteurs, nous sommes arrivés à un échantillon de 13688 ménages pour l'ensemble du pays.

Afin de disposer d'un échantillon aléatoire stratifié représentatif à plusieurs degrés, la taille globale de l'échantillon a été répartie entre strates comme ci-dessous.

Dans les strates urbaines, nous avons tiré dans chaque province toutes les villes statutaires et deux cités. Quatre quartiers de ces villes ou cités ont été tirés au second degré. Au troisième degré, le tirage des ménages était systématique: 30 ménages dans chaque quartier échantillon après avoir dénombré tous les ménages du quartier.

Dans les strates rurales, nous avons tiré au premier degré deux secteurs par district. Au deuxième degré, nous avons procédé au tirage des villages dans les secteurs échantillons.

En suite nous avons dénombré les ménages dans chaque village échantillon

Au troisième degré, nous avons tiré systématiquement 15 ménages à probabilités égales dans chaque village ainsi tiré et dénombré.

Après avoir terminé l'élaboration de l'échantillonnage, nous nous sommes attelés à constituer les pools de travail des équipes de terrain.

Un pool regroupe plusieurs sites plus ou moins proches géographiquement. Dans la plupart des provinces, il y a eu plusieurs pools. La préoccupation majeure était de regrouper les différents sites pouvant être atteints par le plus court chemin possible afin d'assurer la formation dans un lieu d'accès facile à tous et de faciliter la tournée de supervision. Il est difficile pour notre pays, aux dimensions continentales, de remplir toutes ces conditions. D'où problèmes d'accès aux sites.

Dans une enquête, il est indispensable de disposer du matériel de travail adéquat pour le terrain et surtout des questionnaires bien présentés et facile à manipuler.

Nous avons doté chaque enquêteur des phases 1-3 d'une balance de ménage et d'un pèse-personne et tous les enquêteurs de toutes les phases, le matériel suivant : 1 sac voyage, 1 sacoche, 1 écritoire, 1 taille-crayon, des crayons, des bics, des gommes, 1 bloc-note A4, 1 calculatrice et 1 kit médical.

Il faut noter que l'acquisition du kit de terrain a posé beaucoup de problèmes à l'enquête 1-2-3. La procédure imposée par la BAD pour l'achat du kit était tellement longue que l'enquête 1-2-3 n'aurait pas eu lieu en 2005 si cette procédure était suivie à la lettre. Nous étions obligés d'acheter le kit par une procédure allégée en informant au préalable le gestionnaire de BAD sur la difficulté rencontrée du point de respect des échéances du DSRP final. Mais, cela n'a pas rencontré l'assentiment de BAD qui a fini par bloquer le financement du reste des opérations. La situation était décanlée par le Ministre du Plan au cours d'une réunion ayant regroupé tous les partenaires concernés.

En outre, l'impression des questionnaires et manuels de l'enquête 1-2-3 était une opération assez lourde. L'enquête a manipulé une masse d'environ 2.643.268 papiers, si on tenait compte du nombre de pages de chaque document.

La formation a eu lieu du 07 au 22 décembre 2004. Elle a consisté en exposés théoriques suivis des débats et appuyés par les manuels, les questionnaires et les nomenclatures. Chaque phase de l'enquête a été suivie par les exercices d'assimilation en salle.

A l'issue de toute la formation (les 3 phases), un test d'évaluation a été soumis à tous les superviseurs en attendant la sélection définitive par interview.

Un jury composé de quatre membres du comité de gestion a procédé à la sélection définitive des superviseurs provinciaux par interview. Les 25 premiers candidats étaient sélectionnés comme superviseurs.

Collecte des données.

Après la formation, le déploiement des superviseurs provinciaux a été échelonné entre les mois de mars et juin 2005 par manque de disponibilité des liquidités financières suffisantes pour les différents pools.

Dès leur arrivée dans leurs pools respectifs, les superviseurs devaient lancer la sensibilisation des enquêtés. La sensibilisation de l'enquête 1-2-3 était faite par plusieurs canaux. D'une part, il a fallu toucher la masse de la population. A cet effet, les superviseurs ont eu des films par bandes vidéo du théâtre populaire HAKUNA MATATA, préparé spécialement pour sensibiliser la population à accepter les enquêteurs et à comprendre les objectifs du DSRP. D'autre part, le superviseur avait reçu, chacun, un lot des dépliants de sensibilisation pour les enquêtés, les autorités locales et opérateurs socio-économiques locaux. A l'aide de ces dépliants, ils ont organisé, autour des autorités locales, des réunions de sensibilisation relayées par les radio-télévisions locales et par les journaux. Chaque contrôleur et chaque enquêteur a utilisé ces dépliants de sensibilisation pour s'introduire auprès des ménages enquêtés.

L'équipe technique a formé les superviseurs. Ces derniers avaient formé à leur tour les enquêteurs et contrôleurs locaux.

Après formation des enquêteurs et contrôleurs, les superviseurs les ont déployés dans leurs sites respectifs.

Selon l'organisation de terrain, mise en place par l'équipe technique, pour la collecte des données de toutes les phases, aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural, il y a eu des équipes de terrain composées chacune d'un contrôleur et de 2 à 3 enquêteurs.

Les difficultés liées au déploiement du personnel de terrain ont été de plusieurs ordres :

- a) difficultés liées à l'échantillonnage :
les échantillons des villes, cités, secteurs et villages ont été tirés par l'équipe technique de l'enquête à Kinshasa, mais leur application sur le terrain a posé certains problèmes :
 - cas d'accès difficile ;
 - grandes dispersions géographiques entre les secteurs (entre 50km et 100km et plus) et entre villages au sein d'un même secteur (entre 30 et 50 km et +) ;
 - dans certains cas , le village était mal écrit, et dans quelques rares cas, le village n'existait plus. Dans certaines cités, il existait moins des quartiers que des quartiers prévus au tirage.
- b) Frais modiques pour les déplacements du personnel vers les sites, aller et retour : dans beaucoup de pools, les enquêteurs et contrôleurs se sont plaints pour l'insuffisance des frais qui leur ont été alloués pour se déplacer, aller et retour, vers les sites
- c) Absence de moyens de transport : certaines équipes de terrain ont fait près de 15 jours d'attente de moyens disponibles et abordables avant d'aller vers leurs sites ou pour rentrer au siège de leurs pools.

Pour les équipes chargées de collecter les données des phases 1-3, après sensibilisation des autorités locales, ils avaient réalisé le dénombrement des ménages.

En général , pour respecter le délai imparti à l'étape du dénombrement des ménages, la plupart de superviseurs ont utilisé tous les enquêteurs et contrôleurs pour effectuer ce travail dans les sites urbains du pool, centre de formation, avant de les déployer dans les autres sites.

Les opérations de collecte des données proprement dites, toutes les phases confondues, ont eu lieu au cours des périodes allant du mois d'avril à août 2005.

Traitement informatique des données.

Après la collecte des données, nous devrions procéder au traitement informatique des données. Mais, sur recommandation des bailleurs des fonds, l'équipe technique devrait procéder au traitement ciblé des données des phases 1-3 en toute priorité pour les besoins du DSRP final. Le traitement de la phase 2 suivrait son cours normal.

Pour mener à bien le traitement des données, il y a eu lieu de recruter et former les agents de saisie et vérificateurs. Les candidats agents de saisie ont été recrutés parmi les institutions s'occupant de la production statistique (I.N.S, SNSA,...) et sur le marché du travail. La formation a duré 7 jours, du 18 juin 2005 au 6 juillet 2005. A l'issue de cette formation, 120 candidats ont été retenus.

Les vérificateurs ont été recrutés parmi les anciens enquêteurs et vérificateurs de l'enquête 1-2-3 de Kinshasa. La vérification, est une opération manuelle qui a eu comme objectif d'éliminer certaines erreurs de collecte avant que la saisie intervienne.

A la période où est rédigé ce rapport, 20 pools sont déjà vérifiés et saisis. Ils totalisent 8.703 ménages. Les 2.985 ménages restants sont dans les questionnaires retenus en provinces par les enquêteurs qui réclament leurs indemnités de collecte. Il s'agit des questionnaires des pools de Bandundu, Kindu, Kisangani, Mwene-Ditu et Bunia.

Pour un pool donné, la saisie se fait par site, chaque agent de saisie est chargé d'un site pour une période bien déterminée.

La saisie des données de l'enquête 1-2-3 a connu de nombreuses difficultés, notamment :

- retour irrégulier des questionnaires des provinces, suite au retard de décaissement des fonds par les bailleurs et à la lourdeur administrative de l'UPPE-SRP;
- nombreuses coupures d'électricité et absences des onduleurs de capacités suffisantes pour permettre la sauvegarde des données ;
- température anormalement élevée de la salle de saisie rendant un climat de travail insupportable et risquant d'abîmer les machines.
- Non paiement du personnel chargé du traitement durant toute la période de saisie (20 pools).

Tous ces problèmes n'ont fait que ralentir le rythme de la saisie des données de l'enquête 1-2-3.

Concernant l'apurement des données, l'utilisation du logiciel SPSS a été adoptée. La mission d'apurement a permis de gagner beaucoup de temps, 18 pools ont été apurés en grandes partie. Les deux autres pools sont en cours d'apurement avec les programmes laissés par ladite mission.

Quant à la production des indicateurs pour les besoins du DSRP final, la priorité est accordée aux indicateurs permettant d'élaborer le diagnostic de la pauvreté.

Pour l'analyse, compte tenu de la priorité accordée au traitement des données des phases 1 et 3 et la proposition de la mission d'analyse d'Afristat d'appuyer l'élaboration du diagnostic de la pauvreté, l'analyse de l'enquête 1-2-3 peut se faire en deux phases :

- une analyse du diagnostic de la pauvreté pour les besoins du DSRP final,
- une analyse en vue de donner une situation complète de l'enquête 1-2-3 (y compris les résultats du secteur informel). Cette analyse prend du temps, plus ou moins 4 mois, il s'agit de trois enquêtes nationales(emploi, secteur informel et consommation des ménages).

Financement de l'enquête.

Le financement de l'Enquête 1-2-3 en RDC est complexe. L'agglomération de Kinshasa a bénéficié de l'appui financier de la Coopération française. Tandis que la réalisation de l'Enquête 1-2-3 dans les 10 autres provinces de la RDC a été soutenue financièrement par le PNUD, le DFID, les dons PARER et PAIM de la BAD, ainsi que les fonds hollandais, suisses, japonais et belges gérés par la Banque Mondiale.

La difficulté majeure de ce financement est qu'il n'y a pas eu une coordination entre bailleurs. Chaque bailleur intervenait selon ses lignes budgétaires et sa propre procédure.

Pour les dépenses liées uniquement à la collecte sur le terrain, le montant du budget alloué à ces dépenses s'élève à 871.582 \$.

Conclusion et recommandations.

La réalisation de l'Enquête 1-2-3 en RDC a atteint un point culminant, la collecte déjà terminée sur terrain, 20 pools sur 25 ont déjà transmis les questionnaires qui sont complètement saisis et apurés en grande partie. Pour le moment, les questionnaires des cinq (5) autres pools sont en train d'être financés.

L'Enquête nationale 1-2-3 en RDC a connu beaucoup de difficultés d'ordre financier et logistique. *Sur le plan financier*, tout le personnel à quelque niveau de ce soit a connu beaucoup de retard de paiement des indemnités ou de frais de séjour selon le cas concerné, suite à beaucoup de ruptures de décaissement des fonds. *Sur le plan logistique*, il y a eu surtout insuffisance des moyens de transport dans un pays qui a connu le délabrement avancé de ses infrastructures de tout genre.

Malgré toutes ces difficultés, les qualités techniques de l'enquête ont été préservées grâce au dévouement du personnel ayant oeuvré à cette enquête à quelque niveau que ce soit.

Ainsi, pour la prochaine enquête nationale, il faudra que le financement suive la programmation des opérations de l'enquête afin d'éviter la situation actuelle. Ce financement devrait être coordonné par un seul bailleur.

Sommaire

1. Contexte et justification

2. Objectifs et résultats attendus

3. Réalisation de l'Enquête 1-2-3 en RDC

3.1 Introduction

3.2 Préparation méthodologique, matérielle, échantillonnage et sensibilisation

3.2.1 Adaptation des questionnaires et différents manuels

3.2.2 Méthode de collecte

3.2.3 Mise à jour de la Base de sondage

3.2.4 Echantillonnage

a. Stratification

b. Taille de l'échantillon et sa répartition par strate

c. Mode de tirage

d. Constitution des pools

e. Acquisition de l'équipement, du matériel de terrain et impression des questionnaires

f. Formation

3.3 Collecte des données en provinces

3.3.1 Déploiement des superviseurs

3.3.2 Sensibilisation

3.3.3 Formation des enquêteurs et contrôleurs

3.3.4 Déploiement des enquêteurs et contrôleurs

3.3.5 Collecte phases 1 & 3

3.3.5.1 Dénombrement des ménages

3.3.5.2 Collecte des données des phases 1 & 3

3.3.5.3 Collecte des données de la phase 2

3.4 Traitement informatique des données

3.4.1 Saisie des données de l'enquête 1-2-3

a. Recrutement et formation des agents de saisie

b. Recrutement de vérificateurs

c. Vérification et saisie des données

3.4.2 Apurement des données

3.5 Analyse des résultats

3.5.1 Production des indicateurs

3.5.2 Analyse de l'enquête 1-2-3

3.6 Financement de l'enquête

3.7 Perspectives

3.8 Conclusion et recommandations

ANNEXES

1. Codes sites
2. Constitution des pools
3. Distribution du matériel et équipement par pool
4. Termes de référence pour les superviseurs, programmation de la formation et test d'évaluation
5. Résultats de la sélection des candidats superviseurs au test d'évaluation
6. Répartition du personnel de terrain par pool
7. Programme de formation des superviseurs(phase 2), enquêteurs et contrôleurs en provinces
8. Rapport de formation du personnel de traitement des données
9. Nombres de ménages dénombrés par pool
10. Population enquêtée 20 pools par milieu
11. Nombre des U.P.I enquêtés par pool
12. Note technique sur le traitement ciblé des données de l'enquête 1-2-3 pour leur intégration dans le DSRP final
13. Les activités réalisées par l'équipe technique de l'enquête 1-2-3 en provinces.
14. Budget des pools.

1. Contexte et Justification

base et de sa gestion. L'activité économique est en déclin continu, près de 6% de baisse par an de PIB en termes réels. Les investissements publics et privés ont reculé de 54% en l'an 2000 par rapport à 1990, ce qui a accéléré le délabrement des infrastructures de base et la réduction de la capacité de production des entreprises, par conséquent une augmentation du chômage. Le PIB réel par habitant est estimé à 76,7 dollars américains en 2000, alors qu'il était de 190 dollars en 1990. Plus de 80% de la population urbaine est estimée vivre en dessous du seuil d'un dollar par personne et par jour. L'indice de développement humain (IDH) est estimé à 0,4367 en 2000 contre 0,523 en 1990. Par contre, l'indice de pauvreté humaine (IPH – 1) est estimé à 36,5 en 1999 alors qu'il était à 40,3 en 1990. En réalité on assiste actuellement à un phénomène de paupérisation de la population dont on ne connaît malheureusement pas la mesure ni l'ampleur réelle faute des données statistiques actuelles et fiables.

Parmi les causes de cette dégradation économique et de la catastrophe sociale, on peut citer les troubles sociaux, les pillages de 1991 et 1993, la mauvaise gouvernance, et les guerres de 1996 et 1998.

Au cours de cette dernière période, le rôle de l'Etat, déjà fortement amoindri depuis le début de la décennie, s'est d'avantage affaibli car l'essentiel de son budget fut consacré à l'effort de guerre. Face à ces carences de l'Etat, la population essaie de se prendre en charge à travers la société civile et les activités individuelles de service, d'où l'émergence du secteur Économique informel dont l'importance statistique n'est pas évaluée rationnellement sur l'ensemble du territoire national.

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo, conscient de l'état de crise aiguë que traverse la Nation, produit plusieurs programmes dont le plus récent en date est le PMURR, de même un processus de lutte contre la pauvreté dans l'élaboration d'un document de stratégie de réduction de la pauvreté [DSRP] est mis en place pour l'évaluation et le suivi de la pauvreté. L'admission de la R.D.C à l'initiative PPTE et Assistance Internationale fournit un cadre formel de toutes ces mesures. Malheureusement, toutes ces mesures et plans de la gestion macro-économique souffrent gravement d'insuffisances, en quantité et qualité des données statistiques requises pour bâtir, évaluer et suivre une planification économique et sociale du développement durable et pro-pauvre. Le gouvernement de la République Démocratique du Congo se propose de mettre sur pied un dispositif statistique de suivi et d'évaluation du programme de réduction de la pauvreté ; à cet effet, plusieurs opérations statistiques s'avèrent nécessaires pour produire tous les indicateurs pertinents dont on a besoin.

L'Enquête Nationale 1-2-3 auprès des ménages pour l'évaluation de la pauvreté répond à une grande partie de ces préoccupations.

2. Objectifs et résultats attendus

2.1. Principaux objectifs

Les principaux objectifs de l'enquête nationale 1-2-3 sont :

- fournir les données qui concourent à une meilleure connaissance des conditions de vie et à finaliser le DSRP tant national que provincial.
- fournir les données de base pour l'élaboration des comptes nationaux et pour la rénovation de l'indice des prix à la consommation.

2.2. Objectifs spécifiques

- Déterminer une ligne de pauvreté monétaire qui servira à des comparaisons pour les études futures ;
- Produire un profil de pauvreté du point de vue de la pauvreté monétaire, de la pauvreté en termes de conditions de vie des ménages, de la pauvreté des potentialités et de la pauvreté subjective.
- Fournir un certain nombre d'indicateurs de suivi des objectifs du millénaire pour le développement notamment :
 - Proportion de la population disposant de moins d'un dollar par jour et par personne ;
 - Indice d'écart de la pauvreté (profondeur de la pauvreté) ;
 - Part du cinquième le plus pauvre de la population dans la consommation nationale,
 - Taux de chômage des personnes âgées de 15 à 24 ans ;
- Etudier de façon approfondie la pauvreté en relation avec le marché du travail avec un accent particulier sur le secteur informel ;
- Réaliser d'autres études sectorielles (santé, éducation, nutrition, etc...)

2.3 Les résultats attendus

- A l'étape préparatoire :
- Des documents méthodologiques de l'enquête :
 - un document cadre de l'enquête 1-2-3 nationale;
 - Des questionnaires d'enquête (fiche de dénombrement des ménages, phase 1-emploi, phase 2-secteur informel, phase 3-consommation des ménages) ;
 - Des manuels : pour contrôleurs, enquêteurs(dénombrement, phase1, phase 2 et phase 3) ;
 - Un plan de mobilisation sociale ;
 - Mise à jour de la base de sondage ;
 - Tirage des échantillons des unités primaires et secondaires ;
 - Formation des formateurs ;
- Ateliers d'évaluation et de validation ;
- A la collecte :
 - Dénombrement des ménages des quartiers échantillonnés ;
 - Tirage de l'échantillon final des ménages ;
 - Tirage de l'échantillon des UPI ;
 - Collecte des informations sur l'emploi, le secteur informel et la consommation des ménages.

- Après la collecte :
 - Un document méthodologique sur la détermination de la ligne de pauvreté ;
 - Un profil de pauvreté décrivant les populations pauvres (caractéristiques des populations pauvres), faisant ressortir les différences de niveaux de vie (en termes d'accès à l'éducation, à la santé, à l'eau potable, aux conditions d'habitat, en terme de consommation, en terme de revenus, etc...) et étudiant l'influence de l'activité économique, du niveau d'instruction, de la composition des ménages, etc... sur les conditions de vie ;
 - Une batterie d'indicateurs sur les conditions de vie des ménages et sur les objectifs du millénaire pour le développement.
 - Les coefficients de pondération de l'indice des prix ;
 - Le montant de la consommation finale des ménages par produit ;
 - La valeur ajoutée du secteur informel

3. La réalisation de l'enquête 1-2-3 en RDC.

3.1 Introduction

La République Démocratique du Congo, par son Institut National de la Statistique, a réalisé en 2004 une enquête du type 1-2-3 dans ville –province de Kinshasa. Ce type d'enquête est répété au niveau national au cours de l'année 2005.

Rappelons que l'enquête nationale 1-2-3 de la RDC est la troisième enquête du genre en Afrique, après le Maroc(1998-2000) et le Cameroun en 2005(phases 1 et 2). Toutes ces enquêtes 1-2-3 se basent sur la méthodologie développée au début des années 90 à DIAL/Paris. L' enquête 1-2-3 est composée de 3 enquêtes emboîtées, à savoir, une enquête sur l'emploi, le chômage et les conditions d'activité, une enquête sur le secteur informel et une enquête sur la consommation des ménages.

Cette note présente les différentes étapes de réalisation de l'enquête 1-2-3 en RDC :

- la première étape traite des questions de la préparation méthodologique et matérielle, de l'échantillonnage et de la sensibilisation.
- la deuxième étape concerne la collecte des données sur le terrain ;
- la troisième étape s' occupe de traitement informatique des données et ;
- la dernière de l'analyse des résultats.

3.2 Préparation méthodologique et matérielle, échantillonnage et sensibilisation

Préparation méthodologique et matérielle, échantillonnage et sensibilisation.

Cette partie du travail est très importante car elle conditionne le bon déroulement des autres opérations de l'enquête. Il faut donc y consacrer la rigueur scientifique et le temps nécessaire en évitant la précipitation et l'improvisation

3.2.1 Adaptation des questionnaires et différents manuels :

Grâce à l'expérience acquise dans l'enquête 1-2-3 de Kinshasa, l'adaptation des questionnaires au niveau national était axée particulièrement sur les cas spécifiques et sur les variables d'identification. Il a été produit un document attribuant un code unique à chaque site de l'enquête 1-2-3 , y compris Kinshasa (cf. en annexe : codes sites).

Un soin particulier a été réservé à la présentation des questionnaires. Le questionnaire phase-emploi est présenté en deux brochures de 8 pages chacune: questionnaire ménage et

questionnaire individuel. Le questionnaire phase 2-secteur informel est une seule brochure de 14 pages. Quant au questionnaire phase 3, il est subdivisé en trois brochures : une brochure de 6 pages de questionnaire ménage (identification, éligibilité et présence durant la collecte), une brochure 9 pages de questionnaire achat quotidien et une brochure de 24 pages du questionnaire « dépenses exceptionnelles » et autres modules.

3.2.2 La méthode de collecte

L'enquête nationale du type 1-2-3 auprès de ménage a été réalisée en trois enquêtes intégrées :

- Enquête Emploi, phase-1 ;
- Enquête sur le Secteur Informel, phase-2 ; et
- Enquête sur la Consommation des Ménages, phase-3.

A Kinshasa, la collecte des données de la phase-1 a précédé les autres phases, c'est à dire un échantillon de 2000 ménages a été enquêté par tous les enquêteurs retenus pour les 3 phases. A l'issue de la phase-1 une liste des Unités de Production Informelles (U.P.I) était dressée par branche d'activité pour enquêter toutes ces U.P.I. Les 1053 ménages qui ont constitué un sous échantillon de 2000 ménages de la phase-1 ont été enquêtés pour la phase-3

En provinces, aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural, la contrainte temps et surtout budgétaire n'a pas permis d'appliquer exactement la même méthodologie. La collecte des données de trois phases a été opérée dans le même échantillon d'une manière simultanée par le même enquêteur.

Pour les phases 1 et 2, la collecte était réalisée à passage unique, respectivement dans un ménage et dans chaque unité de production informelle(U.P.I.).

Pour la phase 3 (consommation des ménages), la méthode de collecte utilisée consistait à disposer d'une nomenclature détaillée des produits et services, à relever les acquisitions et les dépenses quotidiennes(alimentaires et non alimentaires) du ménage pendant 15 jours et de relever ensuite les acquisitions et les dépenses non alimentaires d'une manière rétrospective. Pour les biens durables ,prendre en compte le taux de dépréciation qui est considérée comme la partie consommée. D'autres modules spécifiques tels que les acquisitions et les dépenses relatives aux fêtes et aux cérémonies (mariage, baptême, funérailles,...) ont complété les relevés des dépenses et acquisitions.

Après une période, d'environ 4 jours, consacrée au dénombrement des ménages, la collecte des données proprement dite a couvert un mois et demie en provinces, mais, ce n'était pas le cas pour tous les pools(cf. collecte des données).

3.2.3 La mise à jour de base de sondage

Avant l'enquête 1-2-3, il n'existait pas une base de sondage cohérente à jour au niveau de l'ensemble du pays. Nous avons du bâtir une base de sondage à partir de quelques fichiers élémentaires. Faute d'un fichier récent du recensement scientifique de la population, nous avons eu recours, en grande partie, aux données des recensements administratifs du Ministère de l'Intérieur. Les informations complémentaires possibles nous ont été fournies par les Directions régionales de l'I.N.S. et par l'enquête sur le fichier des entités administratives.

Parfois, nous étions contraint d'utiliser la vieille base du recensement de 1984 pour dresser la liste des secteurs et des villages dans les secteurs échantillonnés.

Le travail de base était ainsi constitué juste pour disposer l'information permettant de tirer des échantillons des cités, des secteurs et villages. Mais pour d'autres besoins, nous avons attendus le retour des questionnaires du dénombrement des ménages lors de la collecte pour compléter les informations sur les effectifs des ménages des entités administratives échantillonnées.

3.2.4 L'échantillonnage

a. Stratification

Le territoire national a été subdivisé en trois strates :

- la strate 1 est composée de toutes les villes statutaires du pays(hors Kinshasa) : Boma, Matadi, Bandundu, Kikwit, Mbandaka, Zongo, Gbadolite, Kisangani, Goma, Butembo, Beni, Bukavu, Kindu, Lubumbashi, Likasi, Kolwezi, Mbuji-Mayi, Mwene-Ditu, Kananga et Tshikapa.
- La strate 2 comprend toutes les cités du pays, on en compte 179 à la période de mise à jour de la base.
- La strate 3 est constituée de tous les districts du pays : il y a eu officiellement 29 districts. Etant donné que les provinces de l'ancien Kivu se retrouvaient chacune avec un seul district et que les districts sont de tailles très inégales, les districts de plus d'un million d'habitants et ceux du Kivu ont été découpés pour avoir des sous-strates plus ou moins homogènes. L'enquête 1-2-3 en provinces a donc découpé le territoire national en 38 districts de travail.

b. La taille de l'échantillon et sa répartition par strate

Nous nous sommes proposés d'assurer un minimum de 1.000 ménages pour chacune des provinces. Des expériences antérieures ont montré qu'avec cette taille, on peut aussi bien étudier la pauvreté que calculer les pondérations de l'indice des prix avec une précision acceptable. Finalement, en ajustant avec la charge de travail d'une équipe d'enquêteurs, nous sommes arrivés à un échantillon de 13688 ménages.

La répartition de cette taille par strate se présente de la manière suivante :

TABLEAU 1 : REPARTITION DE L'ECHANTILLON DES MENAGES
PAR STRATE ET PAR PROVINCE

Milieu \ Strate	Villes	Cités	Milieu rural	Total
1.Kinshasa	2000			2000
2.Bas-Congo	240	240	540	1020
3.Bandundu	240	240	900	1380
4.Katanga	384	120	900	1404
5.Kasai Orient	264	240	540	1044
6.Kasai Occidental	240	240	540	1020
7.Equateur	360	240	900	1500
8.Nord Kivu	360	240	540	1140
9.Sud Kivu	120	240	540	900
10.Maniema	120	240	540	900
11. Orientale	120	360	900	1380
TOTAL	4448	2400	6840	13688

Tableau 2 : REPARTITION DE L'ECHANTILLON DES MENAGES PAR VILLE ET PAR PROVINCE							
Ville	Nbre villes	Ville1	Ville2	Ville 3	Ensemble villes	Enquêteurs	Contrôleurs
Province							
1.Kinshasa							
2.Bas-Congo	2	120	120		240	9	3
3.Bandundu	2	120	120		240	9	3
4.Katanga	3	144	120	120	384	14	4
5.Kasai Orient	2	144	120		264	10	3
6.Kasai Occid	2	120	120		240	9	3
7.Equateur	3	120	120	120	360	13	4
8.Nord Kivu	3	120	120	120	360	13	4
9.Sud Kivu	1	120			120	5	2
10.Maniema	1	120			120	5	1
11. Orientale	1	120			120	5	2
Ensemble des provinces	20	1248	840	360	2448	92	29

Tableau T.3: REPARTITION DE L'ECHANTILLON PAR CITE ET PAR PROVINCE

Cité	Nbr cités	Nombre cités échantillonnées	Cité 1	Cité 2	Ensemble cités	Enquêteurs	Contrôleurs
Province							
1.Bas-Congo	15	2	120	120	240	8	2
2.Bandundu	20	2	120	120	240	8	2
3.Katanga	30	1	120	0	120	4	1
4.Kasai Orient	19	2	120	120	240	8	2
5.Kasai Occid	12	2	120	120	240	8	2
6.Equateur	26	2	120	120	240	8	2
7.Nord Kivu	14	2	120	120	240	8	2
8.Sud Kivu	6	2	120	120	240	8	2
9.Maniema	9	2	120	120	240	8	2
10. Orientale	28	3	120	240	360	12	3
Ensemble des provinces	179	20	1200	1200	2400	80	20

Tableau T.4: REPARTITION DE L'ECHANTILLON PAR DISTRICT RURAL ET PAR PROVINCE

Districts	Nbre districts	Ditriect 1	district2	district 3	Distret 4	District 5	Ensemble districts(enq)
Province							
1.Bas-Congo	3	180	180	180			540
2.Bandundu	5	180	180	180	180	180	900
3.Katanga	5	180	180	180	180	180	900
4.Kasai Orient	3	180	180	180			540
5.Kasai Occid	3	180	180	180			540
6.Equateur	5	180	180	180	180	180	900
7.Nord Kivu	3	180	180	180			540
8.Sud Kivu	3	180	180	180			540
9.Maniema	3	180	180	180			540
10. Orientale	5	180	180	180	180	180	900
Ensemble des provinces	38	1800	1800	1800	720	720	6840

A partir de la taille de l'échantillon et de la charge journalière de l'enquêteur, l'effectif du personnel technique de collecte était connu. Le tableau ci-après donne la répartition de cet effectif par catégorie :

REPARTITION DE L'EFFECTIF PAR CATEGORIE

	Phase 1-3			Phase-2		
Milieu	Enquêteurs	contrôleurs	Superviseurs	Enquêteurs	contrôleurs	Superviseurs
Gdes villes	52	19		42	13	
Villes moy.	40	10		36	13	
Cités	80	20		72	24	
Tot. urbain	172	49		150	50	10
Districts ruraux	228	76				
Total	400	125	25	150	50	10

c. Mode de tirage

. Tirage de l'échantillon des villes, cités et quartiers, secteur et villages.

Dans les strates urbaines, nous avons tiré dans chaque province toutes les villes statutaires et deux cités. Comme nous avons disposé des informations sur leurs tailles, le tirage s'est fait à probabilités inégales.

Les quartiers ont été tirés au second degré à probabilités inégales compte tenu des informations disponibles.

Dans les strates rurales, nous avons tiré au premier degré deux secteurs par district. Au deuxième degré, nous avons procédé au tirage des villages dans les secteurs échantillons.

- Tirage de l'échantillon final des ménages

Tirage en milieu urbain des provinces.

Dans chaque strate d'étude le tirage est effectué de la manière suivante :

d) Les villes statutaires

- Au premier degré, nous avons tiré les quartiers à probabilités proportionnelles à la taille en population. Il s'agissait de tirer 4 quartiers par ville selon l'organisation de terrain.
- Nous avons dénombré les ménages dans chaque quartier échantillon.
- Nous avons tiré à probabilités égales 30 ménages et par tirage systématique dans chaque quartier échantillon, sauf à Lubumbashi et à Mbuji-Mayi, tirage de 36 ménages.

e) Les cités

- Au premier degré, nous avons procédé au tirage de deux cités dans chaque province à probabilités proportionnelles à leur taille en population.
- Au second degré, 4 quartiers sont tirés à probabilités proportionnelles en population dans chaque cité.
- Au troisième degré, le tirage était systématique à probabilités égales : 30 ménages dans chaque quartier échantillon après avoir dénombré tous les ménages du quartier

f) En milieu rural

- Au premier degré, tirage de deux secteurs à probabilités proportionnelles à leurs tailles par district.
- Nous avons dressé la liste des villages avec leurs populations dans chaque secteur(ou chefferie) échantillon.
- Au second degré, nous avons tiré 6 villages à probabilités proportionnelles à la taille en population dans chaque secteur retenu au 1^{er} degré.
- En suite nous avons dénombré les ménages dans chaque village échantillon.

- Au troisième degré, nous avons tiré systématiquement 15 ménages à probabilités égales dans chaque village ainsi tiré et dénombré (tirage systématique).

d. Constitution des pools

Après avoir terminé l'élaboration de l'échantillonnage, nous nous sommes attelés à constituer les pools de travail des équipes de terrain.

Un pool regroupe plusieurs sites plus ou moins proches géographiquement. Dans la plupart de provinces, il y a eu plusieurs pools, seulement dans les provinces de l'ancien Kivu où il y a eu un seul pool par province. Le pool de Kisangani a eu la particularité de regrouper les sites situés dans deux provinces (la province Orientale et le Maniema).

La préoccupation majeure était de regrouper les différents sites pouvant être atteints par le plus court chemin possible afin d'assurer la formation dans un lieu d'accès facile à tous et de faciliter la tournée de supervision. Il est difficile pour notre pays, aux dimensions continentales, de remplir toutes ces conditions. D'où problèmes d'accès aux sites que nous allons évoquer à la partie traitant la collecte des données.

Vous trouverez en annexe la composition de tous les pools. Pour illustrer votre propos, nous présentons brièvement la composition des pools de Bandundu comme suit :

- Pool de Bandundu : ville de Bandundu, 2 secteurs de district de Mai-Ndombe et 2 secteurs de district du Plateau ;
- Pool de Kikwit : ville de Kikwit et 3 secteurs de district de Kwilu ;
- Pool de Kenge : la cité de Popo-Kabaka, 1 secteur de district de Kwilu et 1 secteur de district de Kwango ;
- Pool de Tembo : la cité de Tembo et un secteur de district du Kwango.

e. Acquisition de l'équipement, du matériel de terrain et impression des questionnaires.

Dans une enquête, il est indispensable de disposer du matériel de travail adéquat pour le terrain et surtout des questionnaires bien présentés et facile à manipuler. Non seulement cela facilite le travail de l'enquêteur, mais cela donne aussi, à l'enquêté, l'impression d'un travail bien organisé.

- *Equipement et matériel de l'enquête :*

Nous avons doté chaque enquêteur des phases 1-3 d'une balance de ménage et d'un pèse-personne et tous les enquêteurs de toutes les phases, le matériel suivant : 1 sac voyage, 1 sacoche, 1 écritoire, 1 taille-crayon, des crayons, des bics, des gommes, 1 bloc-note A4, 1 calculatrice et 1 kit médical.

Nous avons acquis et distribué en tout : 750 sacs de voyage, 750 saches de terrain, 400 balances de ménages, 400 pèse-personnes, 550 écritoires, 750 taille-crayons métalliques, 750 gommes pélican, 750 blocs notes A4, 3000 crayons HB n°2, 3000 stylos à bille, 750 flacons d'alcool iodé, 750 rouleaux de sparadrap, 750 flacons de solution dakin, 750 plaquettes de quinine cés, 750 plaquettes de dolaren cés, 750 plaquettes de paracétamol cés, 750 tubes de baume léopard, 8 boîtes de multivit cés, 100 malles métalliques et 364 cadenas. Vous trouverez, en annexe, la distribution du matériel et équipement par pool.

Il faut noter que l'acquisition du kit de terrain a posé beaucoup de problèmes à l'enquête 1-2-3. La procédure imposée par la BAD pour l'achat du kit était tellement longue que l'enquête 1-2-3 n'aurait pas lieu en 2005 si cette procédure était suivie à la lettre. Nous étions obligés d'acheter le kit par une procédure allégée en informant au préalable le gestionnaire de BAD sur la difficulté rencontrée du point de respect des échéances du DSRP final. Mais, cela n'a pas rencontré l'assentiment de BAD qui a fini par bloquer le financement du reste des

opérations. La situation était décantée par le Ministre du Plan au cours d'une réunion avec tous les partenaires concernés.

- *Impression des questionnaires et manuels d'enquête 1-2-3.*

L'impression des questionnaires et manuels de l'enquête 1-2-3 était une opération assez lourde. Sans compter quelques réserves, les imprimés distribués aux superviseurs sont ventilés comme suit :

Type d'imprimé	Nombre
Fiches de dénombrement des ménages , 1 page	17.985
Questionnaires phase 1	
Ménages, 8 pages	11.738
Individuel, 8 pages	58.460
Questionnaires phase 2, 16 pages	5.494
Questionnaires phases3	
ménages ,8 pages	11.688
achats quotidiens, 8 pages	175.320
dépenses exceptionnelles, 23 pages	11.688
carnets de dépenses	
page 1	11.688
page 2	35.544
note méthodologique sur le dénombrement, 10 pages	630
manuels de l'enquêteur phase 1-emploi , 50 pages	602
manuels de l'enquêteur phase2-secteur informel , 25 pages	245
manuels de l'enquêteurs phase 3-consommation ,35 pages	603
Manuel du contrôleur, 12 pages	175
Code des tribus de la RDC, 8 pages	630
Nomenclature des branches d'activité, 24 pages	630
Code profession, 26 pages	618
Nomenclature des produits de RDC,30 pages	257
Nomenclature COICOP, 24 pages	614
Codes des districts et territoires, 12 pages	630

Autres documents techniques

Type de document	Nombre
Echantillonnage et organisation du terrain, 15 pages	25
Codes des sites de l'enquête, 5 pages	25
Extrait de la table de nombres au hasard, 1 page	407
Bordereau de réception	
Enquête phase1, 1 page	1168
Enquête phase 2, 1 page	280
Enquête phase 3, 1 page	831

L'enquête a manipulé une masse 2.643.268 papiers, si on tenait compte du nombre de pages de chaque document.

f. Formation

La formation a eu lieu du 07 au 22 décembre 2004, selon le programme de la formation repris en annexe4. Elle a consisté en exposés théoriques suivis des débats et appuyés par les

manuels, les questionnaires et les nomenclatures. Chaque phase de l'enquête a été suivie par les exercices d'assimilation en salle.

Les candidats ont participé activement à toute la formation, mais ils ont souhaité qu'un temps nécessaire soit consacré à chaque module car une telle formation complexe nécessiterait plus de temps que les deux semaines prévues par le programme. Les candidats ont recommandé qu'au moins trois semaines auraient été l'idéal pour la formation de l'enquête 1-2-3 (une semaine par phase) au lieu de deux semaines prévues à cause de contrainte budgétaire.

A la fin de chaque phase de formation il y a eu des exercices d'applications cotés permettant d'évaluer la maîtrise des questionnaires et des instructions.

A l'issue de toute la formation (les 3 phases), un test d'évaluation a été soumis à tous les superviseurs en attendant la sélection définitive par interview.

Les membres du comité de gestion ont organisé un jury composé de 4 membres, dont le Directeur Technique de l'enquête 1-2-3, les 10 et 11 janvier 2005. Ce jury était chargé de procéder à la sélection définitive des superviseurs provinciaux par interview.

Rappelons que pour la formation, le jury avait pris en compte le test d'évaluation à la fin de la formation, qui intervenait pour 40 % des points au total, les travaux pratiques au cours de la formation pour 20%, tandis que les interviews représentaient 40 % des points.

A tour de rôle, les membres du jury ont interviewé les candidats, l'un après l'autre, et chaque membre a coté indépendamment toute épreuve administrée à chacun des candidats lors des interviews. La moyenne des points attribués par les membres du jury à chaque candidat a constitué sa cote définitive des interviews.

Les 25 premiers candidats étaient sélectionnés comme superviseurs, tandis que les 5 suivants, ayant obtenu entre 54 % et 59 % des points, étaient retenus comme superviseurs de réserve, les 5 derniers étaient éliminés. Les résultats de la sélection sont présentés dans le tableau en annexe 5.

3.3. Collecte des données en provinces

3.3.1. Déploiement des superviseurs :

Par manque des liquidités financières, le déploiement des superviseurs provinciaux a été échelonné entre les mois de mars et juin 2005. Les départs en provinces dans les différents pools se présentent comme suit :

- Mois de mars 2005 : pools de Lubumabshi, Dilolo, Kamina, Manono et Kolwezi.
- Mois d'avril 2005 : pools de Mbandaka, Goma, Bandundu, Tembo, Kikwit, Matadi, Kananga, Boende, Gbadolite, Bunia, Kindu, Kisangani, Isiro, Bukavu et Lisala.
- Mois de mai 2005 : pools de Mbuji-Mayi, Mwene-Ditu et Tshikapa.
- Mois de juin 2005 : pools de Kenge et Mbanza-Ngungu.

Etant donné le volume du matériel à transporter par les superviseurs, ils ne s'accompagnaient pas de leurs malles des questionnaires et autre matériel d'enquête. D'où, l'importance du fret aérien ou ferroviaire selon le cas. Les différentes compagnies aériennes ont transporté, en allant seulement, un peu plus de 10 tonnes des questionnaires et matériel d'enquête 1-2-3 ; le chemin de fer en a aussi transporté 453 kg.

Le financement du transport des questionnaires et du matériel de l'enquête a été assuré correctement par l'APNURC/ PNUD. Mais les compagnies aériennes n'ont pas toujours acheminé les questionnaires à temps voulu à la destination. Nous avons déploré les cas de Wimbi Dira (malles de Kindu), Malu Aviation (malles de Bukavu et Isiro) et Service Air (malles de Bunia). Le démarrage effectif de l'enquête dans ces derniers pools a souffert du retard d'arrivée des questionnaires et manuels.

3.3.2. Sensibilisation :

La sensibilisation de l'enquête 1-2-3 était faite par plusieurs canaux.

D'une part, il a fallu toucher la masse de la population. L'UPPE a fourni des films par bandes vidéo du théâtre populaire HAKUNA MATATA, préparé spécialement pour sensibiliser la population à accepter les enquêteurs et à comprendre les objectifs du DSRP.

D'autre part, le superviseur avait reçu, chacun, un lot des dépliants de sensibilisation pour les enquêtés, les autorités locales et opérateurs socio-économiques locaux. A l'aide de ces dépliants, ils ont organisé, autour des autorités locales, des réunions de sensibilisation relayées par les radio-télévisions locales et par les journaux. Chaque contrôleur et chaque enquêteur a utilisé ces dépliants de sensibilisation pour s'introduire auprès des ménages enquêtés.

3.3.3. Formation des enquêteurs et contrôleurs.

L'équipe technique a formé les superviseurs. Ces derniers avaient formé à leur tour les enquêteurs et contrôleurs locaux. Pour ce faire, ils avaient reçu de l'équipe technique un tableau du personnel à recruter et à former par pool, le programme de formation ainsi que les termes de référence de recrutement des enquêteurs et contrôleurs (cfr en annexe).

La procédure de recrutement des enquêteurs et les instructions sur leur formation ont été bien suivies par les superviseurs provinciaux. Les rapports de supervision de ces derniers en témoignent.

3.3.4. Déploiement des enquêteurs et contrôleurs.

Après formation des enquêteurs et contrôleurs, les superviseurs les ont déployés dans leurs sites respectifs.

Selon l'organisation de terrain, mise en place par l'équipe technique, pour la collecte des phases 1-3 :

- en milieu urbain, dans chaque ville, chef-lieu de province, il y a eu une équipe composée d'un contrôleur et de 2 à 3 enquêteurs, et dans chacune des villes moyennes et les cités, chaque équipe était composée de 1 contrôleur et de 4 enquêteurs ;

- En milieu rural, il y a eu une seule équipe de terrain par secteur qui comprenait 1 contrôleur et 3 enquêteurs.

Pour la collecte de la phase 2 :

- Dans chaque ville, une seule équipe de terrain qui était composée de 1 contrôleur et 4 enquêteurs, sauf à Lubumbashi, Mbuji-Mayi, Kisangani, Boma, Kikwit et Tshikapa où il y a eu 1 contrôleur pour 2 à 3 enquêteurs.

- Dans les cités, les équipes de terrain comprenaient chacune 1 contrôleur et 3 à 4 enquêteurs, sauf à Tembo et Mbanza-Ngungu avec des équipes de 1 contrôleur et 2 enquêteurs.

Les difficultés liées au déploiement du personnel de terrain ont été de plusieurs ordres :

b) difficultés liées à l'échantillonnage :

les échantillons des villes, cités, secteurs et villages ont été tirés par l'équipe technique de l'enquête à Kinshasa, mais leur application sur le terrain a posé certains problèmes.

- cas d'accès difficile : la ville de Zongo a été remplacée par Gemena, car, il était très difficile d'atteindre Zongo avec les moyens financiers dont nous disposions pour le

pool de Gbadolite. Le même problème s'était posé dans le Maniema, à cause aussi de l'insécurité due aux conflits armés entre milices locales, pour la cité de Kasongo remplacée par la cité de Kailo.

- Grandes dispersions géographiques entre les secteurs (entre 50km et 100km et plus) et entre villages au sein d'un même secteur (entre 30 et 50 km et +). Surtout pour ce qui concerne les échantillons des villages, les superviseurs ont reçus trois échantillons des villages, tirés indépendamment les uns des autres, pour qu'ils puissent choisir sur le terrain l'échantillon qui poserait moins de problèmes d'accès. Les cas typiques, il y en a eu beaucoup, mais prenons l'exemple de pool de Dilolo: les 2 secteurs tirés étaient distants de plus ou moins 400 km et au sein de l'un des secteurs, il fallait parcourir entre 40 et 50 km pour atteindre les sites et passer d'un site à l'autre. Mais, il n'y avait pas de choix, tous ces sites ont été enquêtés.
 - Dans certains cas, le village était mal écrit, et dans quelques rares cas, le village n'existait plus. Dans certaines cités, il existait moins des quartiers que des quartiers prévus au tirage.
- c) Frais modiques pour les déplacements du personnel vers les sites, aller et retour : dans beaucoup de pools, les enquêteurs et contrôleurs se sont plaints pour l'insuffisance des frais qui leur ont été alloués pour se déplacer, aller et retour, vers les sites. Les moyens de transports convenables et disponibles, comme le véhicule automobile, la motocyclette et l'avion étaient très exorbitants. Par contre le vélo et la pirogue étaient disponibles pour certains pools, mais la fatigue et le risque de noyade constituaient aussi un autre obstacle. Par exemple, pour les équipes d'enquêteurs affectés à Ilebo(pool de Tshikapa), le moyen de transport facile et disponible entre Tshikapa et Ilebo était la baleinière sur la rivière Kasai. Mais, à cause de certains accidents intervenus dans cette rivière au cours de la période d'enquête, ils avaient eu peur de se faire noyer. Ils avaient donc opté de prendre le train au retour jusque Kananga et de descendre par route jusque Tshikapa. Alors que, le superviseur les attendaient plus d'une semaine après la collecte.
- Certains pools ont résolu le problème de modicité des frais par l'achat des vélos. C'était le cas de pools de Kindu et Dilolo. Mais, pour Dilolo, cette solution était partielle, car ils ont du combiné avec le véhicule, compte tenu de la distance et du relief accidenté de terrain.
- d) Absence de moyens de transport : certaines équipes de terrain ont fait près de 15 jours d'attente de moyens disponibles et abordables avant d'aller vers leurs sites ou pour rentrer au siège de leurs pools. Dans certains cas, il y a eu absence totale des moyens de déplacement, les enquêteurs et contrôleurs ont du marcher à pied avec une charge importante des questionnaires sur leurs têtes.

3.3.5. Collecte des phases 1-3 :

3.3.5.1. Dénombrement des ménages.

Pour les équipes chargées de collecter les données des phases 1-3, après sensibilisation des autorités locales, ils avaient réalisé le dénombrement des ménages.

Ce travail était prévu d'être effectué en 4 jours. Mais, en milieu urbain, il y a eu quelques difficultés pour respecter ce délai. Par exemple, pour le pool de Mbanza-Ngungu, le dénombrement des ménages dans la cité de Mbanza-Ngungu, a pris 15 jours avec tous les enquêteurs du pool, à cause de l'étendue des quartiers, de nombreux ravins et des effectifs importants des ménages dénombrés.

En général , pour respecter le délai imparti à l'étape du dénombrement des ménages, la plus part de superviseurs ont utilisé tous les enquêteurs et contrôleurs pour effectuer ce travail dans les sites urbains du pool, centre de formation, avant de les déployer dans les autres sites.

Nous donnons, en annexe 9, la situation des ménages dénombrés dans les différents pools et par strate.

Après dénombrement des ménages, les enquêteurs ont tiré les échantillons des ménages de leurs sites comme il a été décrit dans la partie échantillonnage.

3.3.5.2. Collecte des données des phases 1-3 :

1) La collecte des données de la phase 1 :

Cette partie concerne la collecte des données sur l'habitat, les caractéristiques des ménages et sur l'emploi.

La durée de ce travail était prévu pour 6 jours au total, mais 3 jours dans chaque site . Dans les sites urbains, il y a toujours un problème de mobilité des enquêtés. Par exemple, à Mbanza-Ngungu, la collecte de la phase 1 a duré 17 jours au lieu de 6 jours prévus.

Vous trouverez en annexe 10, l'effectif de la population enquêtée par pool.

2) Collecte des données de la phase 3 :

La collecte des données de la phase 3 était réalisée en 30 jours, en 2 vagues de 15 jours chacune dans chaque site (une vague dans chaque quartier ou site).

A part la méfiance classique des enquêtés, il est à signaler certains événements intervenus à la période de l'enquête dans certains pools, comme les cas des troubles sociaux à Mbuji-Mayi autour de 30 juin 2005. Dans les zones à conflits armés, cas des pools de Bunia, Goma, Bukavu et Kindu, il faut tenir compte de certaines méfiances envers les enquêteurs, considérés comme espions.

3.3.5.3. Collecte des données de la phase 2 :

La collecte des données de la phase 2 a été réalisée en deux étapes : la première étape, d'une durée de 10 jours, était consacrée à la constitution des U.P.I. à partir du fichier de dénombrement des ménages et la deuxième étape consistait à collecter les informations auprès des chefs des U.P. I., cette opération a duré 20 jours.

Nous présentons en annexe le nombre des U.P.I enquêtées par pool (15 pools).

Les opérations de collecte des données, toutes les phases confondues, ont eu lieu au cours des périodes suivantes :

-avril, mai, juin et juillet 2005 : pools de Lubumbashi, Kolwezi, Kamina, Dilolo, Mbandaka, Gbadolite, Boende, Isiro, Matadi, Tembo, Kikwit, Bandundu et Mbuji-Mayi ;

-mai , juin, juillet et août 2005 : pools de Manono, Mwene-Ditu, Kananga, Lisala, Kisangani, bunia, Goma, Bukavu, Kindu, Kenge, Mbanza-Ngungu et Tshikapa.

3.4. **Traitement informatique des données.**

Sur recommandation des bailleurs des fonds (cf. note technique en annexe), l'équipe technique devrait procéder au traitement ciblé des données des phases 1-3 en toute priorité pour les besoins du DSRP final. Le traitement de la phase 2 suivrait son cours normal.

3.4.1. Saisie des données de l'enquête 1-2-3.

a. Recrutement et formation des agents de saisie

Les candidats agents de saisie ont été recrutés parmi les institutions s'occupant de la production statistique (I.N.S, SNSA,...) et sur le marché du travail.

Après épreuve de sélection basée notamment sur la manipulation des ordinateurs, près de 150 candidats ont été admis à la formation.

La formation a eu pour objectifs de :

- rappeler aux agents de saisie la manipulation de l'ordinateur, notamment le démarrage, utilisation du clavier, ...
- de montrer comment faire entrer, dans la machine, les données du questionnaire venu du terrain en utilisant le masque de saisie. Le masque de saisie dépend du questionnaire et varie d'une phase à une autre dont il doit être à peu près la photocopie.
- rappeler la stratégie de la saisie
- familiariser l'agent de saisie avec la logique du questionnaire afin de mieux maîtriser la saisie.

La formation a duré 7 jours, du 18 juin 2005 au 6 juillet 2005. A l'issue de cette formation, 120 candidats ont été retenus. Ils ont été repartis en trois équipes de 40 agents chacune et encadrées par sept chefs d'équipe, eux aussi recrutés parmi les meilleurs agents de saisie en plus de leur expérience pour l'encadrement de la saisie.

b. Recrutement des vérificateurs

Les vérificateurs ont été recrutés parmi les anciens enquêteurs et vérificateurs de l'enquête 1-2-3 de Kinshasa. La vérification, est une opération manuelle qui a eu comme objectif d'éliminer certaines erreurs de collecte avant que la saisie intervienne. Le vérificateur contrôle surtout la correspondance de l'identifiant du ménage en phase 1 et 3, les codes branches d'activité, professions, produits (COICOP), .. et les filtres. Une équipe de 23 vérificateurs a été ainsi mise en place pour tous les questionnaires de toutes les phases.

c. Vérification et saisie des données :

La vérification a débuté 15 jours avant la saisie, soit le 15 juillet 2005.

Tout le traitement de l'enquête 1-2-3 étant centralisé à Kinshasa à cause de la disponibilité de la compétence technique, de l'équipement informatique et de l'environnement socio-politique de paix durable. Selon le rythme de retour des questionnaires de provinces au bureau de traitement, les opérations de vérification et de saisie se sont déroulées au cours de la période suivante :

- Mois d'août 2005 : vérification et saisie des données des pools de Lubumbashi, Mbandaka, Mbuji-Mayi, Dilolo, Kamina, Tembo, Manono, Kikwit, Matadi, Boende, Bgadolite, Kolwezi et Isiro.
- Mois de septembre 2005 : vérification et saisie des données des pools de Kenge, Mbanza-Ngungu et Bukavu.
- Mois d'octobre 2005 : vérification et saisie des données des pools de Kananga et Tshikapa.
- Mois de novembre 2005 : vérification et saisie des données des pools de Lisala et Goma.

A la période où est rédigé ce rapport, 20 pools sont déjà vérifiés et saisis. Ils totalisent 8.703 ménages. Les 2.985 ménages restants sont dans les questionnaires retenus en provinces par les enquêteurs qui réclament leurs indemnités de collecte. Il s'agit des questionnaires des pools de Bandundu, Kindu, Kisangani, Mwene-Ditu et Bunia.

Pour un pool donné, la saisie se fait par site, chaque agent de saisie est chargé d'un site pour une période bien déterminée.

La saisie des données de l'enquête 1-2-3 a connu de nombreuses difficultés, notamment :

- retour irrégulier des questionnaires des provinces, suite au retard de décaissement des fonds par les bailleurs et à la lourdeur administrative de l'UPPE-SRP;
- nombreuses coupures d'électricité et absences des onduleurs de capacités suffisantes pour permettre la sauvegarde des données ;
- température anormalement élevée de la salle de saisie rendant un climat de travail insupportable et risquant d'abîmer les machines.
- Impaiement du personnel chargé du traitement durant toute la période de saisie (20 pools).

Tous ces problèmes n'ont fait que ralentir le rythme de la saisie des données de l'enquête 1-2-3. Il n'était donc pas possible d'organiser la saisie avec les trois équipes prévues par jour. Nous étions contraint d'alterner les trois équipes tous les deux jours. C'était seulement pour la saisie des questionnaires de Lisala et Goma, lors de la mission d'apurement de Mr Martin Mba et Mme Constance Torelli, que nous étions amenés à reformer les trois équipes tournantes afin de disposer de ces données pour l'apurement.

3.4.2. Apurement des données.

L'équipe d'apurement est composée de 8 informaticiens dont un chef d'équipe. Ils sont repartis en groupes : l'un est chargé de l'exécution des programmes, l'autre s'occupe de la recherche des ménages concernés par les erreurs.

L'utilisation du logiciel SPSS a été adoptée pour l'apurement des fichiers. En premier temps, ils se sont occupés à étudier, adapter et tester les programmes utilisés par les experts d'AFRISTAT pour l'apurement des données de l'enquête 1-2-3 de Kinshasa. Ensuite, une partie des données, composée de 13 secteurs contenant 74 sites a été mise à la disposition de l'équipe d'apurement. Sur ces 74 sites reçus, une trentaine de sites était terminée pour la phase 3 uniquement avant l'arrivée de la mission d'apurement.

La mission d'apurement a permis de gagner beaucoup de temps, 18 pools ont été apurés en grande partie. Les deux autres pools sont en cours d'apurement avec les programmes laissés par ladite mission.

3.5. Production des tableaux et analyse des résultats.

3.5.1. Production des indicateurs :

Nous disposons des plans d'analyses pour chaque phase de l'enquête 1-2-3, à savoir, le plan d'analyse phase 1- emploi, le plan d'analyse phase 2- secteur informel et le plan d'analyse phase 3-consommation des ménages fournis par les experts d'Afristat à adapter aux questionnaires de l'enquête 1-2-3 en RDC. Pour les besoins du DSRP final, la priorité est accordée aux indicateurs permettant d'élaborer le diagnostic de la pauvreté. Nous donnons en annexe, à titre indicatif, quelques indicateurs relatifs au DSRP ainsi que la proposition de profils de pauvreté qu'on peut considérer pour l'analyse avec l'enquête 1-2-3.

3.5.2. L'analyse de l'enquête 1-2-3 :

Compte tenu de la priorité accordée au traitement des données des phases 1 et 3 et la proposition de la mission d'analyse d'Afristat d'appuyer l'élaboration du diagnostic de la pauvreté, l'analyse de l'enquête 1-2-3 peut se faire en deux phases :

- une analyse du diagnostic de la pauvreté pour les besoins du DSRP final,
- une analyse en vue de donner une situation complète de l'enquête 1-2-3 (y compris les résultats du secteur informel). Cette analyse prend du temps, plus ou moins 4 mois, il

s'agit de trois enquêtes nationales(emploi, secteur informel et consommation des ménages). Pour ce faire, DIAL se propose d' accueillir et de former les cadres congolais, à condition de trouver un financement.

3.6. FINANCEMENT DE L'ENQUETE 1-2-3

L'Enquête 1-2-3 à Kinshasa a bénéficié de l'appui financier de la Coopération française. Tandis que la réalisation de l'Enquête 1-2-3 dans les 10 autres provinces de la RDC a été soutenue financièrement par le PNUD, le DFID, les dons PARER et PAIM de la BAD, ainsi que les fonds hollandais, suisses, japonais et belges gérés par la Banque Mondiale.

La difficulté majeure de ce financement est qu'il n'y a pas eu une coordination entre bailleurs. Chaque bailleur intervenait selon ses lignes budgétaires et sa propre procédure. Le financement a connu beaucoup de ruptures de décaissement, tout le personnel œuvrant dans le cadre de cette enquête, à quelque niveau que ce soit, a souffert du retard de paiement des indemnités de plusieurs mois.

Pour les dépenses liées uniquement à la collecte, le montant du budget alloué à ces dépenses s'élève à 871.582 \$.

3.7. PERSPECTIVES

La réalisation de l'Enquête 1-2-3 en RDC a atteint un point culminant, la collecte déjà terminée sur terrain, 20 pools sur 25 ont déjà transmis les questionnaires qui sont complètement saisis et apurés en grande partie. Pour le moment, les questionnaires des cinq (5) autres pools sont en train d'être financés. D'ici le 15 janvier 2006, nous aurons tous les questionnaires saisis. Nous pensons disposer des premiers résultats de l'enquête nationale 1-2-3 en fin janvier 2006 si l'appui financier de nos partenaires continue à soutenir le processus pour inclure les résultats dans le DSRP Final.

3.8.CONCLUSION ET RECOMMANDATION

- L'Enquête nationale 1-2-3 en RDC a connu beaucoup de difficultés d'ordre financier et logistique. *Sur le plan financier*, tout le personnel à quelque niveau de ce soit a connu beaucoup de retard de paiement des indemnités ou de frais de séjour selon le cas concerné. *Sur le plan logistique*, il y a eu surtout insuffisance des moyens de transport dans un pays avec les infrastructures délabrées.
- Malgré toutes ces difficultés, les qualités techniques de l'enquête ont été préservées grâce au dévouement du personnel ayant oeuvré à cette enquête à quelque niveau que ce soit.
- Ainsi, pour la prochaine enquête nationale, il faudra que le financement suive la programmation des opérations de l'enquête afin d'éviter la situation actuelle.

Fait à Kinshasa, le 23 décembre 2005

Le Directeur Technique

Timothée MAKABU ma NKENDA

ANNEXES

Annexe 1- CODES SITES

CODE SITES VILLE

N°	VILLES	NBRE SITES	CUMULE	INTERVALLE
1	Kinshasa	50	50	001 à 050
2	Bandundu	4	54	051 à 054
3	Kikwit	4	58	055 à 058
4	Matadi	4	62	059 à 062
5	Boma	4	66	063 à 066
6	Mbandaka	4	70	067 à 070
7	Gbadolite	4	74	071 à 074
8	Zongo	4	78	075 à 078
9	Kisangani	4	82	079 à 082
10	Goma	4	86	083 à 086
11	Butembo	4	90	087 à 090
12	Beni	4	94	091 à 094
13	Bukavu	4	98	095 à 098
14	Kindu	4	102	099 à 102
15	Lubumbashi	4	106	103 à 106
16	Likasi	4	110	107 à 110
17	Kolwezi	4	114	111 à 114
18	Mwene –Ditu	4	118	115 à 118
19	Mbuji-Mayi	4	122	119 à 122
20	Kananga	4	126	123 à 126
21	Tshikapa	4	130	127 à 130

CODE CITES

N°	CITE	NBRE SITES	CUMULE	INTERVALLE
1	Cité de Popokabaka	4	134	131 à 134
2	Cité de Tembo	4	138	135 à 138
3	Cité de Mbanza-Ngungu	4	142	139 à 142
4	Cité de Tshela	4	146	143 à 146
5	Cité de Lisala	4	150	147 à 150
6	Cité de Kungu	4	154	151 à 154
7	Cité d'Isiro	4	158	155 à 158
8	Cité de Bunia	4	162	159 à 162
9	Cité de Mahagi	4	166	163 à 166
10	Cité de Kiwanja (Rutshuru)	4	170	167 à 170
11	Cité de Oicha (Beni)	4	174	171 à 174
12	Cité de Kiliba Kagando (Uvira)	4	178	175 à 178
13	Cité d'Uvira	4	182	179 à 182
14	Cité de Kibombo	4	186	183 à 186
15	Cité de Kasongo	4	190	187 à 190
16	Cité de Kasenga	4	194	191 à 194
17	Cité de Ngandajika	4	198	195 à 198
18	Cité de Kabinda	4	202	199 à 202
19	Cité de Tshimbulu	4	206	203 à 206
20	Cité de Ilebo	4	210	207 à 210
Total		80		

CODE SITES SECTEURS (CHEFFERIES)

N°	SECTEUR (CHEFFERIE)	NBRE SITES	CUMULE 210	INTERVALLE (Code site)
1	Bateke-Sud (Territoire Kwamouth)	6	216	211 – 216
2	Baboma-Nord (Territoire Mushie)	6	222	217 – 222
3	Batere (Territoire de Kutu)	6	228	223 – 228
4	Basengele (Territoire d’Inongo)	6	234	229 – 234
5	Masi-Manimba (Territoire Masi-Manimba)	6	240	235 – 240
6	Kanga (Territoire d’Idiofa)	6	246	241 – 246
7	Luniungu (Territoire Bulungu)	6	252	247 – 252
8	Chefferie Pelende-Nord	6	258	253 – 258
9	Wamba Fatundu (Territoire Bagata)	6	264	259 – 264
10	Swa – Tenda	6	270	265 – 270
11	Ngombe-Matadi (Territoire Mbanza-Ngungu)	6	276	271 – 276
12	Balari (Territoire Luozi)	6	282	277 – 282
13	Luila (Territoire Kasangulu)	6	288	283 – 288
14	Mfidi (Territoire Madimba)	6	294	289 – 294
15	Lufu (Territoire Seke-Banza)	6	300	295 – 300
16	Patu (Territoire Lukula)	6	306	301 – 306
17	Mpama (Territoire Lokolela)	6	312	307 – 312
18	Lac Ntomba (Bikoro)	6	318	313 – 318
19	Wini (Boende)	6	324	319 – 324
20	Tshuapa (Ikela)	6	330	325 – 330
21	Mongala Motima (Lisala)	6	336	331 – 336
22	Boso – Simba (Bongandanga)	6	342	337 – 342
23	Bomboma (Kungu)	6	348	343 – 348
24	Banza (Budjala)	6	354	349 – 354
25	Bodangabo (Businga)	6	360	355 – 360
26	Abumombazi (Yakoma)	6	366	361 – 366

27	Yaliwasa	6	372	367 – 372
28	Bamanga (Ubundu)	6	378	373 – 378
29	Monganzulu (Aketi)	6	384	379 – 384
30	Bitu (Lubutu)	6	390	385 – 390
31	Maha (Wamba)	6	396	391 – 396
32	Wando (Dungu)	6	402	397 – 402
33	Kembisa (Poko)	6	408	403 – 408
34	Mokambo (Mahagi)	6	414	409 – 414
35	Bandaka (Mambasa)	6	420	415 – 420
36	Baniari Tchabi)	6	426	421 – 426
37	Bikilo (Djungu)	6	432	427 – 432
38	Beni (Beni)	6	438	433 – 438
39	Bushu (Beni)	6	444	439 – 444
40	Batangi (Lubero)	6	450	445 – 450
41	Chefferie Bwisha (Ruthuru)	6	456	451 – 456
42	Basuagha (Lubero)	6	462	457 – 462
43	Wanianga (Walikale)	6	468	463 – 468
44	Chefferie Kabare (Kabare)	6	474	469 – 474
45	Mutambala (Fizi)	6	480	475 – 480
46	Buhavu (Kalehe)	6	486	481 – 486
47	Chefferie Luindi (Mwenga)	6	492	487 – 492
48	Bavira (Uvira)	6	498	493 – 498
49	Ngweshe (Walungu)	6	504	499 – 504
50	BB/Salamabila (Kabambare)	6	510	505 – 510
51	BB/Bahemba (Kabambare)	6	516	511 – 516
52	Matapa (Kibambo)	6	522	517 – 522
53	Wakabongo (Pangi)	6	528	523 – 528
54	BEIA (Pangi)	6	534	529 – 534
55	Chefferie de Kanyama (Kipushi)	6	540	535 – 540
56	Chefferie de Basanga (Kambove)	6	546	541 – 546

57	Chefferie Kasongo Nyembo (Kamina)	6	552	547 – 552
58	Chefferie Mutombo Mukulu (Kaniama)	6	558	553 – 558
59	Luvua (Manono)	6	564	559 – 564
60	Nkuvu (Kongolo)	6	570	565 – 570
61	Luilu (Mushasha)	6	576	571 – 576
62	Chefferie Boyeke (Lubudi)	6	580	577 – 582
63	Chefferie Mwa-Tshisenge (Dilolo)	6	588	583 – 588
64	Chefferie Mwant Yav (Kapanga)	6	594	589 – 594
65	Chefferie Kanioka – Katshisun (Mwene – Ditu)	6	600	595 – 600
66	Secteur Lukashi Lualu (Kabinda)	6	606	601 – 606
67	Ngandu Wuma (Lubefu)	6	612	607 – 612
68	Basonge (Lusambo)	6	618	613 – 618
69	Kabala (Lupatapata)	6	624	619 – 624
70	Kakangadi (Miabi)	6	630	625 – 630
71	Kasangidi (Dibaya)	6	636	631 – 636
72	Lubi (Dibelenge)	6	642	637 – 642
73	Sud-Banga (Ilebo)	6	648	643 – 648
74	Secteur-Chefferie Bakuba (Mweka)	6	654	649 – 654
75	Kasai Longatshimo	6	660	655 – 660
76	Bakwa Nyambi (Tshikapa)	6	666	661 – 666
Total		456		

Constitution des pools de l'enquête nationale 1-2-3

Nom de pool	Nom de ville, cité ou secteur	District	Province	Code site		Nb Sites
				Debut	fin	
<i>1.POOL DE BANDUNDU</i>						
	1.1. Ville de Bandundu	Ville	Bandundu	51	54	4
	1.2. Secteur Bateke-Sud (Territoire Kwamouth)	Plateau	Bandundu	211	216	6
	1.3. Baboma-Nord (Territoire Mushie)	Plateau	Bandundu	217	222	6
	1.4. Secteur Batere (Territoire Kutu)	Mai-Ndombe	Bandundu	223	228	6
	1.5. Secteur Basengele (Territoire Inongo)	Mai-Ndombe	Bandundu	229	234	6
<i>2.POOL DE KIKWIT</i>						
	2.1. Ville de Kikwit	Ville	Bandundu	55	58	4
	2.2. Secteur Masi-manimba (Territoire Masi-manimba)	Kwilu	Bandundu	235	240	6
	2.3. Secteur Kanga (Idiofa)	Kwilu	Bandundu	241	246	6
	2.4. Secteur Luniungu (Bulungu)	Kwilu	Bandundu	247	252	6
<i>3.POOL DE KENGE</i>						
	3.1. Chefferie Pelende-Nord (Terr. kenge)	Kwango	Bandundu	253	258	6
	3.2. Secteur Wamba Fatundu (Territoire Bagata).	Kwango	Bandundu	259	264	6
	3.3. Cité de Popokabaka (Terr. Popo kabaka)	Kwango	Bandundu	131	134	4
<i>4 POOL DE TEMBO</i>						
	4.1. Cité de Tembo (Terr.Kasongo Lunda)	Kwango	Bandundu	135	138	4
	4.2. Secteur Swa-Tenda (Terr.Kasongo Lunda)	Kwango	Bandundu	265	270	6
<i>5.POOL DE MBANZA-NGUNGU</i>						
	5.1. Cité de Mbanza-Ngungu (Terr. Mbaza_Ngungu)	Cataractes	Bas_Congo	139	142	4
	5.2. Secteur Ngombe-Matadi (Mbanza-Ngungu)	Cataractes	Bas_Congo	271	276	6
	5.3. Secteur Balari (Luozi)	Cataractes	Bas_Congo	277	282	6
	5.4. Secteur Luila (Kasangulu)	Lukaya	Bas_Congo	283	288	6
	5.5. Secteur Mfidi (Madimba)	Lukaya	Bas_Congo	289	294	6
<i>6. POOL DE MATADI</i>						

	6.1. Ville de Matadi	Ville	Bas_Congo	59	62	4
	6.2. Ville de Boma	Ville	Bas_Congo	63	66	4
	6.3. Cité de Tshela (Tshela)	Bas_Fleuve	Bas_Congo	143	146	4
	6.4. Secteur Lufu (Seke-Banza)	Bas_Fleuve	Bas_Congo	295	300	6
	6.5. Secteur de Patu (Lukula)	Bas_Fleuve	Bas_Congo	301	306	6
<i>7. POOL DE MBANDAKA</i>						
	7.1. Ville de Mbandaka	Ville	Equateur	67	70	4
	7.2. Secteur Mpama (Terr. Lukolela)	Equateur	Equateur	307	312	6
	7.3. Secteur Lac Ntomba (Terr. Bikoro)	Equateur	Equateur	313	318	6
<i>8. POOL DE BOENDE</i>						
	8.1. Secteur Wini (Terr. Boende)	Tshuapa	Equateur	319	324	6
	8.2. Secteur Tshuapa (Terr. Ikela)	Tshuapa	Equateur	325	330	6
<i>9. POOL DE LISALA</i>						
	9.1. Cité de Lisala (Terr. Lisala)	Mongala	Equateur	147	150	4
	9.2. Cité de Kungu (Terr. Kungu)	Sud_Ubangi	Equateur	151	154	4
	9.3. Secteur Mongala Motima (Terr. Lisala)	Mongala	Equateur	331	336	6
	9.4. Secteur Boso-Simba (Terr. Bongandanga) *	Mongala	Equateur	337	342	6
	9.5. Secteur Bomboma (Terr. Kungu)	Sud_Ubangi	Equateur	343	348	6
	9.6. Secteur Banza (Terr. Budjala)	Sud_Ubangi	Equateur	349	354	6
<i>10. POOL DE GBADOLITE</i>						
	10.1. Ville de Gbadolité	Ville	Equateur	71	74	4
	10.2. Secteur Bodangabo (Terr. Businga)	Nord_Ubangi	Equateur	355	360	6
	10.3. Secteur Abumombazi (Terr. Yakoma)	Nord_Ubangi	Equateur	361	366	6
	10.4. Cité de Gemena	(Ville)cité	Equateur	75	78	4
<i>11. POOL DE KISANGANI</i>						
	11.1. Ville de Kisangani	Ville	Orientale	79	82	4
	11.2. Secteur Linzua (Terr. Opala)	Tshopo	Orientale	367	372	6
	11.3. Secteur Lilo (Terr. Ubundu)	Tshopo	Orientale	373	378	6
	11.4. Secteur Nsonyele (Terr. Aketi) *	Bas_Uele	Orientale	379	384	6
	11.5. Secteur Bitu (Terr. Lubutu) *	Maniema	Maniema	385	390	6

<i>12. POOL D'ISIRO</i>						
	12.1. Cité d'Isiro (Terr. Rungu)	Haut_Uele	Orientale	155	158	4
	12.2. Secteur Maha (Terr. Wamba)	Haut_Uele	Orientale	391	396	6
	12.3. Secteur Wando (Terr. Dungu)	Haut_Uele	Orientale	397	402	6
	12.4. Secteur Kembisa (Terr Poko)	Bas_Uele	Orientale	403	408	6
<i>13. POOL DE BUNIA</i>						
	13.1. Cité de Bunia (Terr. Irumu)	Ituri	Orientale	159	162	4
	13.2. Cité de Mahagi (Terr. Mahagi)	Ituri	Orientale	163	166	4
	13.3. Secteur Mokambo (Territoire Mahagi)	Ituri	Orientale	409	414	6
	13.4. Secteur Bandaka (Territoire Mambasa)	Ituri	Orientale	415	420	6
	13.5. Secteur Baniari Tchabi (Territoire Irumu)	Ituri	Orientale	421	426	6
	13.6. Secteur Bikilo / Baniari (Terr. Djungu)	Ituri	Orientale	427	432	6
<i>14. POOL DE GOMA</i>						
	14. 1. Ville de Goma	Ville	Nord_Kivu	83	86	4
	14. 2. Ville de Butembo	Ville	Nord_Kivu	87	90	4
	14. 3. Ville de Beni	Ville	Nord_Kivu	91	94	4
	14. 4. Cité Kiwanja (Terr. Rutshuru)	Nord_Kivu	Nord_Kivu	167	170	4
	14. 5. Cité Oicha (Terr. Beni)	Nord_Kivu	Nord_Kivu	171	174	4
	14. 6. Secteur Beni (Terr. Beni)	Nord_Kivu	Nord_Kivu	433	438	6
	14. 7. Secteur Bushu (Terr. Beni)	Nord_Kivu	Nord_Kivu	439	444	6
	14. 8. Chefferie Batangi (Terr. Lubero)	Nord_Kivu	Nord_Kivu	445	450	6
	14. 9. Chefferie Basuaga (Terr. Lubero)	Nord_Kivu	Nord_Kivu	457	462	6
	14.10. Chefferie Bwiha (Terr. Ruthuru)	Nord_Kivu	Nord_Kivu	451	456	6
	14.11. Secteur Wanianga. (Terr. Walikale)	Nord_Kivu	Nord_Kivu	463	468	6
<i>15. POOL DE BUKAVU</i>						
	15.1. Ville de Bukavu	Ville	Sud_Kivu	95	98	4
	15.2. Cité de Kiliba Kagando(Terr. Uvira)	Sud_Kivu	Sud_Kivu	175	178	4
	15.3. Cité de Uvira (Terr. Uvira)	Sud_Kivu	Sud_Kivu	179	182	4
	15.4. Chefferie Kabare (Terr. Kabare)	Sud_Kivu	Sud_Kivu	469	474	6
	15.5. Secteur Mutambala (Terr. Fizi)	Sud_Kivu	Sud_Kivu	475	480	6

	15.6. Secteur Buhavu (Terr. Kalehe)	Sud_Kivu	Sud_Kivu	481	486	6
	15.7. Chefferie Luindi (Terr. Mwenga)	Sud_Kivu	Sud_Kivu	487	492	6
	15.8. Secteur Bavira (Terr. Uvira)	Sud_Kivu	Sud_Kivu	493	498	6
	15.9. Secteur Ngueshe (Terr. Walungu)	Sud_Kivu	Sud_Kivu	499	504	6
<i>16. POOL DE KINDU</i>						
	16.1. Ville de Kindu	Ville	Maniema	99	102	4
	16.2. Cité de Kibombo (Terr. Kibombo)	Maniema	Maniema	183	186	4
	16.3. Cité de Kasongo (Terr. Kasongo)	Maniema	Maniema	187	190	4
	16.4. Secteur B.B./Salamabila (Terr. Kabambare)	Maniema	Maniema	505	510	6
	16.5. Secteur B.B./Bahemba (Terr. Kabambare)	Maniema	Maniema	511	516	6
	16.6. Secteur Matapa (Terr. Kibombo)	Maniema	Maniema	517	522	6
	16.7. Secteur Wakabongo (Terr. Pangi)	Maniema	Maniema	523	528	6
	16.8. Secteur BEIA (Territoire Pangi).	Maniema	Maniema	529	534	6
<i>17. POOL DE LUBUMBASHI</i>						
	17.1. Ville de Lubumbashi	Ville	Katanga	103	106	4
	17.2. Cité de Kasenga (Terr. Kasenga)	Haut_Katanga	Katanga	191	194	4
	17.3. Ville de Likasi	Haut_Katanga	Katanga	107	110	4
	17.4. Chefferie de Kanyama (Terr. Kipushi)	Haut_Katanga	Katanga	535	540	6
	17.5. Chefferie Basanga (Terr. Kambove)	Haut_Katanga	Katanga	541	546	6
<i>18. POOL DE KAMINA</i>						
	18.1. Chefferie Kasongo Nyembo (Terr. Kamina)	Haut_Lomami	Katanga	547	552	6
	18.2. Chefferie Mutombo Mukulu (Terr. Kanyama)	Haut_Lomami	Katanga	553	558	6
<i>19. POOL De Manono</i>						
	19.1. Secteur Luvua (Terr. Manono)	Tanganika	Katanga	559	564	6
	19.2. Secteur Nkuvu (Terr. Kongolo)	Tanganika	Katanga	565	570	6
<i>20. POOL DE KOLWEZI</i>						
	20.1. Ville de Kolwezi	Ville	Katanga	111	114	4
	20.2. Secteur Luilu (Terr. Mushasha)	Kolwezi	Katanga	571	576	6
	20.3. Chefferie Boyeke (Terr. Lubudi)	Kolwezi	Katanga	577	582	6

<i>21. POOL DE DILOLO</i>						
	21.1 Chefferie Mwa- Tshisenge (Terr. Dilolo)	Lualaba	Katanga	583	588	6
	21.2 Chefferie Mwant Yav (Terr. Kapanga)	Lualaba	Katanga	589	594	6
<i>22. POOL DE MWENE-DITU</i>						
	22.1. Ville de Mwene-Ditu	Ville	Kasai_Orient.	115	118	4
	22.2. Cité de Ngandajika (Terr. Ngandajika)	Kabinda	Kasai_Orient.	195	198	4
	22.3. Chefferie Kanioka –Katshisun (Terr.Mwene-Ditu)	Kabinda	Kasai_Orient.	595	600	6
	22.4. Cité de Kabinda (Terr. Kabinda)	Kabinda	Kasai_Orient.	199	202	4
	22.5. Secteur Lukashie Lualu (Terr. Kabinda)	Kabinda	Kasai_Orient.	601	606	6
<i>23. POOL DE MBUJI-MAYI</i>						
	23.1. Ville de Mbuji-Mayi	Ville	Kasai_Orient.	119	122	4
	23.2. Secteur Ngandu Wuma (Lubefu)	Sankuru	Kasai_Orient.	607	612	6
	23.3. Secteur Basonge (Losambo)	Sankuru	Kasai_Orient.	613	618	6
	23.4. Secteur Kabala (Lupatapata)	Sankuru	Kasai_Orient.	619	624	6
	23.5. Secteur Kakangayi (Miabi)	Sankuru	Kasai_Orient.	625	630	6
<i>24. POOL DE KANANGA</i>						
	24.1. Ville de Kananga	Ville	Kasai_Occid.	123	126	4
	24.2. Cité de Tshimbulu	Lulua	Kasai_Occid.	203	206	4
	24.3. Secteur Kasangidi (Dibaya)	Lulua	Kasai_Occid.	631	636	6
	24.4. Secteur Lubi (Dibelenge)	Lulua	Kasai_Occid.	637	642	6
<i>25. POOL DE LUEBO (TSHIKAPA)</i>						
	25.1. Ville de Tshikapa	Ville	Kasai_Occid.	127	130	4
	25.2. Cité Ilebo (Terr. Ilebo)	Kasai	Kasai_Occid.	207	210	4
	25.3. Secteur sud-Banga (Ilebo)	Kasai	Kasai_Occid.	643	648	6
	25.4. Secteur chefferie Bakuba (Terr. Mweka)	Kasai	Kasai_Occid.	649	654	6
	25.5. Secteur Kasai Longatshimo (Terr. Tshikapa).	Kasai	Kasai_Occid.	655	660	6
	25.6. Secteur Bakwa Nyambi (Terr. Tshikapa)	Kasai	Kasai_Occid.	661	666	6

Annexe 3 : DISTRIBUTION MATERIEL ET EQUIPEMENT PAR POOL

N°	DESIGNATION	POOLS																									Total
		01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
1	Fiches de dénombrement	726	607	446	373	675	934	488	230	892	726	726	565	892	1784	1297	1255	934	230	230	488	230	902	726	695	934	17985
2	Questionnaires Phase 1																										
	- Ménages 8 pages	480	390	300	210	480	540	300	180	600	420	530	390	600	1140	900	810	564	180	180	300	180	540	504	420	600	11738
	- Individuelles 8 pages	2400	1950	1500	1050	2400	2700	1500	900	3000	2100	2400	1950	3000	5700	4500	4050	2840	900	900	1500	900	2700	2520	2100	3000	58460
3	Questionnaires Phase 2 16 pages	108	108	108	108	108	324	108	0	216	216	108	108	216	540	324	324	346	0	0	180	0	324	1296	108	216	5494
4	Questionnaires Phase 3																										
	- Questionnaires Individuelles 8 pages	480	390	300	210	480	540	300	180	600	420	480	108	600	1140	900	810	564	180	180	300	180	540	504	420	600	11406
	- Achats quotidiens 8 pages	7200	5850	4500	3150	7200	8100	4500	2700	9000	6300	7200	5850	9000	17100	13500	12150	8460	2700	2700	4500	2700	8100	7560	6300	9000	17532
	- Dépenses Exceptionnelles 23 pages	480	390	300	210	480	540	300	180	600	420	480	390	600	1140	900	810	564	180	180	300	180	540	504	420	600	11688
5	Carnets de dépenses																										
	- P1 1 page	480	390	300	210	480	540	300	180	600	420	480	390	600	1140	900	810	564	180	180	300	180	540	504	420	600	11688
	- P2 1 page	1920	1170	900	630	1440	1620	900	540	1800	1260	1440	1170	1800	3420	2700	2430	1692	540	540	900	540	1620	1512	1260	1800	35544
6	Manuels d'instructions pour la collecte																										
	- Note méthodologique sur le dénombrement 10 pages	27	21	17	14	25	29	19	12	30	22	28	21	30	55	45	40	31	12	12	17	12	27	29	24	31	630
	- Manuel de l'Enquêteur Phase 1 Emploi 50 pages	25	19	17	12	23	27	17	10	28	20	28	21	28	55	45	40	31	10	12	17	12	25	29	22	29	602
	- Manuel de l'Enquêteur Phase 2 Sec. Informel 25 pages	7	8	7	8	8	17	7	0	11	10	8	8	13	23	17	15	20	0	0	7	0	16	9	12	14	245
	- Manuel de l'Enquêteur Phase 3 Consom. 35 pages	25	19	17	12	23	27	17	10	28	20	28	21	30	55	45	40	30	10	12	17	12	25	29	22	29	603
	- Manuel du Contrôleur 12 pages	7	6	4	4	7	10	5	2	8	6	8	6	9	17	13	11	10	2	2	4	2	8	8	7	9	175
7	Nomenclatures																										
	- Code des tribus de la RDC 8 pages	27	21	17	14	25	29	19	12	30	22	28	21	30	55	45	40	31	12	12	17	12	27	29	24	31	630
	- Nomenclatures Branches d'Activité 24 pages	27	21	17	14	25	29	19	12	30	22	28	21	30	55	45	40	31	12	12	17	12	27	29	24	31	630
	- Code Profession 26 pages	27	21	17	14	25	29	19	12	30	22	28	21	30	55	45	40	31	0	12	17	12	27	29	24	31	618
	- Nomenclature des Produits de la RDC 30 pages	7	8	7	8	8	17	7	0	11	10	8	8	13	23	17	15	20	12	0	7	0	16	9	12	14	257
	- Nomenclatures COICOP 24 pages	26	20	17	13	24	28	18	11	29	21	28	21	29	55	45	40	31	10	12	17	12	25	29	23	30	614
	- Code des Districts et Territoires 12 pages	27	21	17	14	25	29	19	12	30	22	28	21	30	55	45	40	31	12	12	17	12	27	29	24	31	630
8	Documents techniques																										
	- Echantillonnage et Organisation de terrain	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	25
	- Code des sites de l'enquête	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	25
	- Extrait de table de nombre au hasard	16	13	17	8	16	19	11	6	20	14	17	13	20	39	31	28	20	6	6	10	6	18	18	15	20	407
	- Bordereaux de réception																										
	Enquête Phase 1	48	39	30	21	48	54	30	18	60	42	48	39	60	114	90	81	56	18	18	30	18	54	50	42	60	1168
	Enquête Phase 2	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	40	10	10	10	10	10	280
	Enquête Phase 3	35	30	24	18	36	40	24	14	42	30	34	28	42	78	62	56	38	14	14	14	14	38	34	30	42	831
9	Matériel de l'enquête																										
	- Malles métalliques	4	4	1	3	2	4	2	4	4	4	4	4	4	11	4	7	13	4	4	4	4	4	4	4	4	111
	- Sacs de voyage	29	24	19	16	28	42	21	9	36	27	30	24	38	73	56	40	43	9	9	19	9	38	32	30	38	739
	- Sacoques de terrain	29	24	19	16	28	42	21	9	36	27	30	24	38	73	56	40	43	9	9	19	9	38	32	30	38	739
	- Balances de ménage	17	13	10	7	16	19	11	6	20	14	17	13	20	39	31	28	20	6	6	10	6	18	18	15	20	400

	- Pèses personnes	17	13	10	7	16	19	11	6	20	14	17	13	20	39	31	28	20	6	6	10	6	18	18	15	20	400
	- Ecrétaires	24	8	14	9	22	26	16	9	27	19	24	18	27	55	42	37	36	9	9	19	9	24	25	18	24	550
	- Cadenas	12	12	2	9	8	8	4	12	8	8	12	12	12	22	12	12	26	12	12	12	12	12	12	12	8	283
10	Fournitures de terrain																										
	- Tailles crayons métalliques	29	24	19	16	28	42	21	9	36	27	30	24	38	73	56	50	55	18	18	19	18	0	32	30	38	750
	- Crayons	87	72	57	48	84	136	63	27	198	81	90	72	114	156	168	150	156	54	54	104	54	114	96	120	114	2469
	- Bics bleus	68	58	48	42	66	94	52	21	82	64	70	58	86	156	122	110	156	33	33	63	33	86	74	78	86	1839
	- Bics rouges	9	8	6	6	9	12	7	4	10	8	10	8	11	19	15	13	19	4	4	6	4	10	10	9	11	232
	- Gommés	29	24	19	16	28	42	21	9	36	27	30	24	38	73	56	50	43	9	9	19	9	38	32	30	38	749
	- Blocs notes A4	29	24	19	16	28	42	21	9	36	27	30	24	38	73	56	50	43	9	9	19	9	38	32	30	38	749
	- Calculettes	29	24	19	16	28	42	21	9	36	27	30	24	38	73	56	50	43	9	9	19	9	38	32	30	38	749
11	Communication et mobilisation																										
	- Cartes prépayées	46	35	30	27	39	59	38	20	47	38	47	35	49	90	73	67	90	20	20	30	20	49	49	47	49	1114
	- Dépliants	500	410	320	320	500	560	320	200	620	44	500	410	620	1160	920	830	1160	200	200	320	200	560	524	440	620	12458
12	Trousses de premier secours																										
	- Kit médical	29	24	19	16	28	42	21	9	36	27	30	24	38	73	56	50	43	9	9	19	9	38	32	30	38	749

N.B - Union Prime a livré 100 malles, donc le dépassement de 11 malles est justifié par le fait que certains superviseurs ont utilisé les malles qui se trouvaient dans le magasin de l'INS (cas de Tembo) et celles qui sont venues de l'UPPE-SRP (Cas de Manono, Dilolo, Kamina et Kolwezi)

- 1 gomme, 1 bloc-note A4 et 1 calculette ont été utilisées au bureau de coordination lors des opérations de distribution des matériels. Il en est de même d'une trousse médicale de premier secours.

Annexe 4 – Termes de Référence pour les superviseurs, programme de la formation et test d'évaluation

1. TERMES DE REFERENCE DES SUPERVISEURS DE L'ENQUETE 1-2-3.

Sous la responsabilité du Directeur Technique, le Superviseur est le responsable de l'exécution de l'enquête dans la province de son affectation. A ce titre, le superviseur est au centre de l'organisation des activités de collecte sur terrain.

Son rôle est le suivant :

2. Assurer la mobilisation sociale sur l'opération dans sa province ;
 - informer les autorités locales des objectifs et de l'organisation de l'enquête 1-2-3 et de les impliquer dans le déroulement de cette opération pour son aboutissement heureux.

Recruter et former les enquêteurs et contrôleurs ;

Assurer le dénombrement des ménages dans les quartiers et villages échantillonnés ;

Procéder au tirage des échantillons des ménages et à la constitution de l'échantillon des UPI de sa province;

Assurer le déploiement des enquêteurs et contrôleurs vers les sites.

Coordonner le travail des contrôleurs et des enquêteurs sur le terrain.

Assurer la transmission des questionnaires remplis à la direction technique de l'enquête à Kinshasa.

3. PROFIL EXIGE

Etre détenteur, au moins, d'un diplôme de graduat ;

avoir des aptitudes et les capacités de formateur et de gestionnaire tant administratif que financier ;

avoir une expérience confirmée, au moins dix ans, dans la conduite et/ou la supervision d'enquêtes socio-économiques ;

être entièrement disponible pendant toute la durée de l'enquête et au cours de la période de formation (novembre 2004 à janvier 2005) ;

avoir les capacités de s'exprimer facilement ;

avoir de préférence une connaissance de la province de son affectation..

-PROGRAMME DE FORMATION SUPERVISEURS DE L' ENQUETE 1-2-3 EN PROVINCES.

DATE	HEURES	MATIERE	INTERVENANTS
1 ^{er} jour	9h00 – 10h00	Présentation de l'enquête 1-2-3	D.T. MAKABU
Le 07/12/04	10h00 – 12h00	Dénombrement des ménages *Milieu urbain *Milieu rural	KINAVUIDI
	12h00 – 13h00	Pause	
	13h00 – 16h00	Dénombrement des ménages (suite) Débat Exercices d'assimilation	Equipe Technique
2 ^{ème} jour	9h00 – 10h00	Enquête 1-2-3, Phase 1 Emploi *Présentation enquête.	D.T. MAKABU
Le 08/12/04	10h00 – 12h00	*Présentation questionnaire *Module I. Caractéristique de l'habitat. *Module II. Patrimoine du ménage *Module III. Accès aux infrastructures de base (IB)	KINAVUIDI
	12h00 – 13h00	Pause	
	13h00 – 16h00	*Module IV. Caract. Socio-dém. Nomenclature des tribus	DT MAKABU
3 ^{ème} jour	9h00 – 12h00	Questionnaire individuel. *Présentation *Module I : Emploi actuel (EA) *Module II : Activité principale *Nomenclature	DT MAKABU
Le 09/12/04	12h00 – 13h00	Pause	
	13h00 – 16h00	*Modules III et IV	KINAVUIDI
4 ^{ème} jour	9h00 – 11h00	*Module V et VI	D.T. MAKABU
Le 10/12/04	11h00 – 12h00	*Module VII	KINAVUIDI
	12h00 – 13h00	Pause	
	13h00 – 16h00	*Débats *Exercices	Equipe Technique
5 ^{ème} jour	9h00 – 10h00	Enquête 1-2-3, Phase 2 : Secteur infor. *Présentation de l'enquête	D.T. MAKABU
Le 11/12/04	10h00 – 12h00	*Présentation du questionnaire *Module I : Caractéristiques de l'Etablissement *Module II : Caractéristiques de la M.	KINAVUIDI
	12h00 – 13h00	Pause	
	13h00 – 16h00	Modules III : Production Module IV : Dépenses et charges Nomenclature des produits, des professions	D.T. MAKABU
6 ^{ème} jour	9h00 – 11h00	Révisions Mod.III et IV	D.T. MAKABU
Le 13/12/04	11h00 – 12h00	Module V : Clients, fourn.,	KINAVUIDI
	12h00 – 13h00	Pause	
	13h00 – 16h00	Module VI, Equip., inv., financ.	D.T. MAKABU

7ème jour Le 14/12/04	9h00 – 12h00	Module VII : Problème et persp.	KINAVUIDI
	12h00 – 13h00	Pause	
	13h00 – 16h00	Révision et exercices	Equipe Technique
8ème jour Le 15/12/04	9h00 – 10h00	Enquête 1-2-3, Phase 3 *Présentation	D.T. MAKABU
	10h00 – 12h00	*Présentation du questionnaire *Page de couverture *Module 10 *Module EL	KINAVUIDI
	12h00 – 13h00	Pause	
	13h00 – 16h00	*Module 11	D.T. MAKABU
9ème jour Le 16/12/04	9h00 – 12h00	*Module 11 (Suite et Fin)	D.T. MAKABU
	12h00 – 13h00	Pause	
	13h00 – 16h00	*Modules AL et FE *Modules 12 et 13	KINAVUIDI
10ème jour Le 17/12/04	9h00 – 12h00	Module 14 à 17	D.T. MAKABU
	12h00 – 13h00	Pause	
	13h00 – 16h00	Modules 18 à 21	KINAVUIDI
11ème Le 18/12/04	9h00 – 12h00	Modules 22 à 25	D.T. MAKABU
	12h00 – 13h00	Pause	
	13h00 – 16h00	Modules 26	KINAVUIDI
12ème jour Le 20/12/04	9h00 – 12h00	Module 27	D.T. MAKABU
	12h00 – 13h00	Pause	
	13h00 – 16h00	Exercices et révision.	Equipe Technique
13ème jour Le 21/12/04	9h00 - 16h00	Organisation de la collecte et présentation des pools	
14 et 15ème j. Le 22/12/04	9h00 – 16h00	*Evaluation de la formation	

TEST D'EVALUATION DE LA FORMATION DES SUPERVISEURS

Durée : 4 heures .

Monsieur Mayele avec son épouse Mapendo et ses enfants Mayele Albert et Mayele Suzane habitent sur l'avenue Katanga n° 86 dans la commune de Kasa-Vubu qui compte 385.467 habitants.

Le ménage de Monsieur Mayele est repéré comme 3^{ème} ménage dans une parcelle de quartier Bolingo à partir de l'avenue Force-Publique en direction de la Maison communale de Bumbu, 10^{ème} parcelle à gauche après le 3^{ème} axe. C'est le 5^{ème} ménage tiré dans le quartier Bolingo parmi les 10 ménages échantillonnés.

L'enquête se déroule dans le ménage Mayele, ce 20 décembre 2004, en présence de tout le monde, sauf Mapendo qui est partie suivre un séminaire depuis 3 jours chez maman Olangi. Monsieur Mayele raconte qu'il est ingénieur civil. Malgré son jeune âge de 42 ans, il est sous-directeur technique à la REGIDESO depuis 5 ans. Juste après ses études à l'U.O.C. en 1988 , il a travaillé auparavant à la GECAMINES à Kolwezi, sa ville natale, il a quitté cette société au grade de chef d'exploitation, fonction exercée pendant 8 ans. Madame Mapendo est licenciée en pharmacie, elle exploite une pharmacie dans leur parcelle où son mari lui a construit une maison à deux pièces pour cette activité, cela a coûté 1.500\$ à son mari, il y a 10 mois.

Pendant 3 jours de la semaine, de 15h30 à 17h30, elle donne le cours de chimie au lycée Molière où étudie sa fille Suzane en 3^{ème} secondaire. Tous les jours ouvrables à partir de 14heures, Suzane remplace sa mère à la pharmacie.

Madame Mapendo est née le 26 décembre 1964 à Likasi, elle a rencontré son mari aux études à l'U.O.C. à Lubumbashi où est né leurs fils aîné Albert le 15 octobre 1987. Monsieur Mayele se plaint pour son fils Albert qui a abandonné ses études en 4^{ème} secondaires, il veut exploiter son talent de musicien, il a d'ailleurs écrit partout chez les grands orchestres de Kinshasa.

Monsieur Mayele, malgré son bon salaire de 320.000 Fc par mois, il a une voiture de service avec 15 litres de carburant qu'il reçoit tous les jours ouvrables de la semaine (5 jours). Mais, il habite sa propre villa qui comprend 4 chambres, une cuisine, une salle de bain et un salon, munie d'eau courante et d'électricité. Elle est équipée de 4 fauteils en velours, de 12 chaises en bois noirs, d'un poste de T.V. en couleur et d'une vidéo.

L'enquêteur a trouvé, ce jour, dans ce ménage un demi-sac de maïs payé, il y a 15 jours, à 18.000 Fc le sac, un quart de sac de farine de manioc payé, il y a 20 jours à 9.000 Fc le sac et le transport de ce sac à 1000 Fc.

Selon la déclaration de Madame Mapendo, leur ménage a acheté le premier jour d'interview, un sachet de 5 kg de sucre à 1250, une rame de mpiodi à 5.000 Fc et un bidon d'huile végétale de 5 l à 2500 Fc chez City Market, toujours plus pratique. Leur voisin, qui est maraîcher, leur a vendu 5 grosses tomates à 200 Fc , c'est une meilleure qualité des tomates, ce dernier leur a aussi offert un sachet d'aubergines d'une valeur de 600 Fc.

Pour la fête de Noël, Monsieur Mayele a reçu de la REGIDESO, un sac de 50 kg de riz et un carton de poulet, poids 15.

Pour récompenser sa fille Suzane pour le précieux service dans la pharmacie, Madame Mapendo paie à chaque fin de l'année une robe de 50\$, sans compter les 200 Fc qu'elle lui donne chaque jour pour manger à l'école .Cette année, la pharmacie a fait des bonnes affaires, près de 3.000\$ au cours de 12 derniers mois, elle a évalué avec l'enquêteur ses ventes de la semaine dernière :

- la fabrication des sirop pulmine , 6 cartons de 12 bouteilles à 20\$ le carton, après avoir acheté la poudre à 5\$ et les flacons à 6\$, la poudre étant importée.

- La vente journalière des antibiotiques , 300 cures à 150 Fc la cure, acheté à 70 Fc, la cure.

Il y a 1 mois, pour renouveler l'étagère en bois, pour ranger les médicaments, dans la pharmacie, Madame Mapendo a emprunté de son mari 200\$ qu'elle a remboursé hier soir. En fait , Monsieur Mayele va payer cette après midi 200\$ au Lycée Molière pour le minerval de sa fille qui revient à 200\$ par trimestre.

Question : Donnez la situation complète de l'enquête 1-2-3 ce 22 décembre 2004 en votre qualité d'enquêteur, contrôleur et superviseur..

BONNE CHANCE A TOUS

Annexe 5- **Résultats de la sélection des candidats superviseurs aux tests d'évaluation.**

Nom	Test/40	TP/20	Intw/40	%
Mr MPAKA EBUN'BE FELIX			34,5	86
Mr NDIBA KAYUMBA MARCEL			33	83
Mr NGONGO ONA LOWOLO FRANCK	28,4	19,6	29,5	78
Mr MAVUNZA KAUMBEDIKO HENRI	27,92	19,6	29,25	77
Mr MAKAYA M. MBENZA SIMON	24,6	19,2	31,5	75
Mme MAKENGO MA MBUKU TAMBA ASTRID	28,6	17,2	29,5	75
Mme KABWE KABEYA JACKY	24,76	19,6	29,5	74
Mr KIMOSIKO NASENGE-MATADI SIMON CICERON	28,84	15,6	28,25	73
Mr LUNGELA NDIANGANI AIME	25,56	19,2	27,5	72
Mr NKAWA IHONDA JEAN	29,12	17,2	25,75	72
Mr MASHALA IDINGI	30,32	15,2	25,75	71
Mme MPUTU NDONGO FANY	24,28	19,6	27	71
Mr NSONGI ZI MASALA THEOPHILE	24,68	19,6	26,5	71
Mr MUKENDI BUTAKA	27,48	17,2	25	70
Mr NDJUNDU ILIH GASPARD	23,72	18	26,25	69
Mme TAMAKUANI KINA CELESTINE	25,4	15,6	28,25	69
Mme KAYIBA MBELU ELISABETH	25,52	17,6	26	69
Mr KAMBALE KAMABU GODEFROY	21,52	19,6	27	68
Mr WAWA SAKRINI	26,4	10,6	29,75	67
Mr LUBAKI MU MATOMINA	29	7,6	29	66
Mr MASSAMBA LUYINDULA MODESTE	25,36	15,6	22	63
Mr MBIKAYI KADIMA	22,4	15,2	25,5	63
Mr BAKUTUVUIDI MAKANI PAUL	25,88	7,6	27,5	61
Mr MAKALA MAKAMBU JOVIN	22,92	14,8	22,5	60
Mr KALAKALA MULENDA	22,4	13,6	23,75	60
Mr PANU MPABI REMY	26,72	5,6	27	59
Mr ILUNGA MUTOMBO BONIFACE	16,4	13,6	28,25	59
Mr NTAMBWE WENDA	26,24	7,6	24,75	59
Mr NGUNZA BENGHA MAGLOIRE	22,72	15,6	19,5	58
Mr KUZONZA ABEL	17,92	15,6	20,25	54
Mr MWAMBA KANYNDA	17,96	13,2	21,75	53
Mr MUSANDA TUNGU	17,16	14,8	18	50
Mr KABILA KATUJUDI	19,16	7,6	21,75	49
Mr NKIARI MALUBUY	19,24	7,6	18,75	46
Mr MULOBO LUNGUNGU	16,2	5,6	23,75	46

Fait à Kinshasa, le 11
janvier 2005

Le jury de recrutement
Bechir BUNGU MUNTA

Timothée MAKABU ma NKENDA

Alexis LUKAKU NZINGA

Jeba MUKUNDA MUNANDI

Annexe 6a - **REPARTITION DU PERSONNEL DE TERRAIN PAR POOL POUR LES PHASES 1 et 3**

	POOL	Contrôleurs	Enquêteurs	Contrôleurs	Enquêteurs	
		A former	A former	A recruter	A recruter	
1. POOL DE BANDUNDU		8	19	6	17	
2. POOL DE KIKWIT		6	15	4	13	
3. POOL DE KENGE		5	12	3	10	
4. POOL DE TEMBO		5	9	2	7	
5. POOL DE MBANZA-NGUNGU.		7	18	5	16	
6. POOL DE MATADI		8	21	6	19	
7. POOL DE MBANDAKA		6	13	4	11	
8. POOL DE BOENDE :		4	8	2	6	
9. POOL DE LISALA		8	22	6	20	
10. POOL DE GBADOLITE		6	16	4	14	
11. POOL DE KISANGANI		9	19	6	17	
12. POOL D'ISIRO		6	15	4	13	
13. POOL DE BUNIA		8	22	6	20	
14. POOL DE GOMA		14	41	12	39	
15. POOL DE BUKAVU		12	33	10	31	
16. POOL DE KINDU		10	30	8	28	
17. POOL DE LUBUMBASHI		9	22	6	20	
18. POOL DE KAMINA		4	8	2	6	
19. POOL DE MANONO		4	8	2	6	
20. POOL DE KOLWEZI		5	12	3	10	
21. POOL DE DILOLO		4	8	2	6	
22. POOL DE MWENE-DITU		7	20	5	18	
23. POOL DE MBUJI-MAYI		9	20	6	18	
24. POOL DE KANANGA		7	17	5	15	
25. POOL DE TSHIKAPA		9	22	6	20	
	Total Général	180	450	125	400	

Annexe 6b - Répartition des effectifs du personnel de terrain par pool pour Phase 2

			Contrôleurs	Enquêteurs	Contrôleurs	Enquêteurs
			A former	A former	A recruter	A recruter
1. POOL DE BANDUNDU			2	5	1	4
2. POOL DE KIKWIT			3	5	2	4
3. POOL DE KENGE			2	5	1	4
4. POOL DE TEMBO			3	5	2	4
5. POOL DE MBANZA-NGUNGU.			3	5	2	4
6. POOL DE MATADI			5	12	4	12
7. POOL DE MBANDAKA			2	5	1	4
8. POOL DE BOENDE :			0	0	0	0
9. POOL DE LISALA			3	8	2	7
10. POOL DE GBADOLITE			3	7	2	6
11. POOL DE KISANGANI			3	5	2	4
12. POOL D'ISIRO			3	5	2	4
13. POOL DE BUNIA			4	9	3	8
14. POOL DE GOMA			6	17	5	16
15. POOL DE BUKAVU			5	12	3	11
16. POOL DE KINDU			4	11	3	10
17. POOL DE LUBUMBASHI			6	14	4	13
18. POOL DE KAMINA			0	0	0	0
19. POOL De Manono			0	0	0	0
20. POOL DE KOLWEZI			2	5	1	4
21. POOL DE DILOLO			0	0	0	0
22. POOL DE MWENE-DITU			4	12	3	11
23. POOL DE MBUJI-MAYI			3	6	2	5
24. POOL DE KANANGA			4	8	2	7
25. POOL DE TSHIKAPA			5	9	3	8
	Total Général		75	170	50	150

Annexe 7 - **PROGRAMME DE FORMATION SUPERVISEURS, CONTROLEURS ET ENQUETEURS DE L' ENQUETE 1-2-3, EN PROVINCES.**

a. **AVIS DE RECRUTEMENT DES ENQUETEURS ET CONTROLEURS**

DESCRIPTION DES TERMES DE REFERENCE DU PERSONNEL DE L'ENQUETE

1. Enquêteurs

Sous la responsabilité du Contrôleur de l'Enquête 1-2-3, l'enquêteur sera chargé d'administrer les questionnaires dans les ménages et des U.P.I des ménages de son site.

Ses tâches seront les suivantes :

- a) Emporter avec elle/lui les questionnaires et les autres instruments de collecte de données au site de l'enquête.
- b) Informer les autorités du site des objectifs et du déroulement de l'enquête 1-2-3 et obtenir leur implication ;
- c) Procéder au relevé parcellaire et au dénombrement des ménages ;
- d) Tirer un échantillon des ménages à enquêter ;
- e) Administrer les questionnaires dans les ménages échantillonnés, pour ce faire, il doit :
 - réaliser les interviews et enregistrer les réponses sur les questionnaires ;
 - procéder à d'autres opérations prévues dans le cadre de la collecte : dresser la liste des unités de production informelles (U.P.I.), distribution et retrait des carnets de compte, mesurer le poids, administrer les différents modules de toutes les phases de l'enquête 1-2-3 ;
 - remettre au contrôleur, dans un délai imparti, les questionnaires correctement remplis.
- f) Procéder, à la demande du Superviseur et du Contrôleur, aux corrections des questionnaires insuffisamment ou mal remplis.

Profil exigé :

- a) Etre détenteur , tout au moins ,d'un diplôme d'Etat et avoir une bonne expérience dans la réalisation des interviews des enquêtes socio-économiques
- b) Justifier d'une formation d'au moins du niveau de graduat dispensée dans les instituts officiels.
- c) Etre disponible pendant toute la durée de l'enquête sur le terrain
- d) Avoir une connaissance géographique des sites de l'enquête,
- e) Comprendre et savoir s'exprimer en français et dans la langue du site de l'enquête,
- f) Etre apte physiquement et capable de se déplacer, à pied, vers les sites de l'enquête,
- g) Témoigner d'une bonne vie et mœurs

2. Contrôleurs

Sous la responsabilité du Superviseur, le contrôleur est responsable de la conduite de l'enquête dans son site d'affectation.

Le contrôleur est au centre de l'organisation des activités de collecte sur terrain. Son rôle est le suivant :

- coordonner le travail des enquêteurs sur le terrain, à savoir :
 - la répartition du travail entre les enquêteurs de son équipe et l'aide à la sensibilisation des enquêtés ;
 - l'établissement d'un planning des activités et le suivi ;
 - la gestion du stock de matériel notamment les questionnaires vierges et le matériel de travail (bic, crayon, papier, etc.) ;
 - la centralisation des questionnaires remplis, la vérification de leur exhaustivité et leur transmission à l'équipe d'encadrement ;
 - la transmission des instructions de l'équipe d'encadrement aux enquêteurs et la transmission des doléances des enquêteurs à l'équipe d'encadrement ;
- assurer le contrôle technique de l'enquête, c'est-à-dire :
 - la mise en œuvre effective du plan de sondage (l'échantillon de ménages ou d'unités informelles tiré est bien celui qui est enquêté sur terrain) ;
 - l'appui technique et la formation continue des enquêteurs (vérifier la compréhension des concepts des définitions, des nomenclatures et des instructions contenues dans les manuels pour les enquêteurs et les aider à régler les cas difficiles et atypiques rencontrés sur le terrain) ;
 - la vérification systématique de tous les questionnaires remplis par les enquêteurs (la lisibilité des questionnaires, les codifications des réponses, la cohérence, l'exhaustivité et la vraisemblance des données) ;
 - la codification des certaines parties des questionnaires ;
 - le contrôle de la véracité du travail des enquêteurs (faire des contre-enquêtes sur 5% des ménages échantillons et remplir la fiche proposée à cet effet).

Profil exigé :

1. Etre détenteur, au moins, d'un diplôme de graduat ;
2. Avoir des aptitudes et les capacités d'encadreur et formateur ;
3. Avoir une expérience confirmée dans la conduite et/ou la supervision d'enquêtes socio-économiques ;
4. Etre entièrement disponible pendant toute la durée de l'enquête et au cours de la période de formation ;
5. Avoir les capacités de s'exprimer facilement en français ;
6. Avoir de préférence une connaissance du pool d'affectation ;
7. Témoigner d'une bonne vie et mœurs

b. HORAIRE DE FORMATION

Phases 1-3 :

DATE	HEURES	MATIERE	INTERVENANTS
1 ^{er} jour	8h00 – 10h00	Présentation de l'enquête 1-2-3	
	10h :00' à 10h :15'	Break	
	10h :15' – 12h00	Dénombrement des ménages *Milieu urbain *Milieu rural	
	12h00 – 13h00	Pause	
	13h00 – 16h00	Dénombrement des ménages (suite) Débat Exercices d'assimilation, pratique sur terrain	
2 ^{ème} jour	9h00 – 12h00	Evaluation du dénombrement des ménages	
	12h à 13h00	<u>Pause</u>	
	13h à 15h00	Enquête 1-2-3, Phase 1 Emploi *Présentation de l'enquête emploi *Présentation générale du questionnaire *Module IV. Caract. Socio-dém. Nomenclature des tribus, professions et codes formation	
	15h00 – 15h15'	Break	
	15h15' à 16h00	*Module I. Caractéristique de l'habitat. *Module II. Patrimoine du ménage *Module III. Accès aux infrastructure de base (IB) Exercices d'assimilation	
3 ^{ème} jour	8h00 – 10h00	Enquête –emploi: questionnaire individuel : *Présentation du questionnaire *Module I : Emploi actuel (EA)	
	10h00- 10h15	Break	
	10h15- 12h00	* Module II : Activité principale *Nomenclature des branches d'activité	
	12h00 – 13h00	Pause	
	13h00 – 16h00	*Modules III : Activité secondaire	
4 ^{ème} jour	8h00 – 10h00	*Modules IV :Recherche d'emploi *Module V : Chômage	
	10h00 – 10h15	Break	
	12h00 – 13h00	Pause	
	13h00 – 16h00	*Module VI :Trajectoires et perspectives *Module VII: Revenus hors emploi *Débats *Exercices	
5 ^{ème} jour	9h00 – 10h00	Enquête 1-2-3, Phase 3 *Présentation	

	10h00 – 12h00	*Présentation du questionnaire *Page de couverture *Module 10 *Module EL	
	12h00 – 13h00	Pause	
	13h00 – 16h00	*Module 11	
6 ^{ème} jour	9h00 – 12h00	*Module 11 (Suite et Fin)	
	12h00 – 13h00	Pause	
	13h00 – 16h00	*Modules AL et FE *Modules 12 et 13	
7 ^{ème} jour	9h00 – 12h00	Module 14 à 17	
	12h00 – 13h00	Pause	
	13h00 – 16h00	Modules 18 à 21	
8 ^{ème} jour	9h00 – 12h00	Modules 22 à 25	
	12h00 – 13h00	Pause	
	13h00 – 16h00	Modules 26	
9 ^{ème} jour	9h00 – 12h00	Module 27	
	12h00 – 13h00	Pause	
	13h00 – 16h00	Exercices et révision.	
10 ^{ème} jour	9h00 - 16h00	Organisation de la collecte et présentation des sites	
11 ^{ème} jour	9h00 – 16h00	*Evaluation de la formation	
12 ^{ème} jour	9 h 00 à 16 h 00	Sélection et affectation des enquêteurs	

Annexe 8 - **RAPPORT DE FORMATION DU PERSONNEL DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ENQUETE 1-2-3 EN PROVINCES**

OBJECTIF

La formation des agents de saisie a comme objectif de :

- rappeler aux agents de saisie la manipulation de la machine notamment le démarrage, utilisation du clavier, ...
- de montrer comment faire entrer les données du questionnaire venu du terrain dans la machine en utilisant le masque de saisie. Le masque de saisie dépend du questionnaire et varie d'une phase à une autre dont il doit être à peu près la photocopie.
- rappeler la stratégie de saisie
- de familiariser l'agent de saisie avec la logique du questionnaire afin de mieux en maîtriser la saisie..

HORAIRE DE FORMATION DES AGENTS DE SAISIE

JOUR	DATE	HEURES	MATIERES
1	28/06/05	9H00 – 12H00	Généralités sur l'enquête 1-2-3
		13H00 – 16H00	Présentation du questionnaire de la Phase1
2	29/06/05	9H00 – 14H00	Manipulation des micro-ordinateurs et stratégies de saisie
3	01/07/05	9H00 – 12H00	Présentation du Guide de saisie Phase1
4	02/07/05	9H00 – 12H00	Exercices pratiques
		13H00 – 16H00	Présentation du Guide de saisie(suite)
5	04/07/05	9H00 – 12H00	Intervention sur des Questions de Phase1
		13H00 – 16H00	Exercices pratiques sur la Phase1 (Questions-réponses)
6	05/07/05	9H00 – 16H00	Présentation du Questionnaire de la Phase3
7	06/07/05	9H00 – 12H00	Présentation du Guide de saisie Phase 3
		13h00 – 15h00	Pratique phase3
		15h00 – 16h30	Test de sélection

RESULTAT OBTENU

Agents de saisie et chefs d'équipes :

Après une semaine prévu pour la formation, les agents de saisie avaient eu la maîtrise de deux masques de saisie à la grande satisfaction des formateurs. Le temps mort entre la fin de la formation et le paiement de transport avait permis faire des exercices pratiques sur les cas concret des questionnaires rentrés de terrain.

Les candidats agents de saisie avaient été appréciés et classés en ordre de mérite sur base de leur application aux exercices pratiques. Parmi les agents de saisie, ceux qui avaient obtenu 14 points ou plus(17) ont été de nouveau présélectionnés comme chefs d'équipe, ils avaient passé un interview sur leur connaissance sur l'encadrement de la saisie (cas de Kinshasa). 7 chefs d'équipe avaient été ainsi sélectionnés après cette dernière épreuve.

OBSERVATION

- Le non payement de transport pendant la période de formation et surtout que c'était annoncé avant, cela a mis le formateur dans une position ambiguë.
- La chaleur et l'instabilité du courant électrique atténuent le rendement.

RECOMMANDATION

Recommandons :

- le paiement de l'activité programmée pendant la durée de son exécution.
- Climatiser la salle de saisie et renforcer le circuit électrique.

Fait à Kinshasa, le 26 juillet 2005

Les formateurs

Saleh Mukongo

Makabu ma Nkenda

Mayamona Madimbi

Annexe 9 -Nombre des ménages dénombrés par pool

(type de site 1=ville 2=cité 3=rural)

Province	Pool	Type de site	Total
Bandundu	Bandundu	1	2841
		3	4208
	Total Bandundu		7049
	Kenge	2	897
		3	1330
	Total Kenge		2227
	Kikuit	1	6073
	Kikwit	3	1961
	Total Kikwit		8034
	Tembo	2	1335
		3	191
	Total Tembo		1526
Total Bandundu			18836
Bas-Congo	Matadi	1	10016
		2	4248
		3	4643
	Total Matadi		18907
	Mbanza-Ngungu	2	8819
		3	1305
	Total Mbanza-Ngungu		10124
Total Bas-Congo			29031
Equateur	Boende	3	720
	Total Boende		720
	Gbadolite	1	6776
		3	3623
	Total Gbadolite		10399
	Lisala	2	5717
		3	2583
	Total Lisala		8300
	Mbandaka	1	5220
		3	1517
	Total Mbandaka		6737
Total Equateur			26156
Kasaï Occidental	Kananga	1	4863
		2	2181
		3	1272
	Total Kananga		8316
	Tshikpa	1	6832
		2	2418
		3	3042
	Total Tshikpa		12292
Total Kasaï Occidental			20608

Kasaï Oriental	Mbuji-Mayi	1	7374
		3	4403
	Total Mbuji-Mayi		11777
	Mwene-ditu	1	2479
		2	5545
		3	2822
	Total Mwene-Ditu		10846
Total Kasaï Oriental			22623
Katanga	Dilolo	3	1538
	Total Dilolo		1538
	Kamina	3	4212
	Total Kamina		4212
	Kolwezi	1	8649
		3	3319
	Total Kolwezi		11968
	Lubumbashi	1	20105
		2	2140
		3	1459
	Total Lubumbashi		23704
	Manono	3	1304
	Total Manono		1304
Total Katanga			42726
Nord-Kivu	Goma	1	7723
		2	3492
		3	10250
	Total Goma		21465
Total Nord-Kivu			21465
Prov. Orientale	Kisangani	1	2785
		3	1888
	Total Kisangani		4673
	Isiro	2	3249
		3	2188
	Total Isiro		5437
	Bunia	2	9990
		3	5015
	Total Bunia		15005
Total Orientale			25115

Sud-Kivu	Bukavu	1	3824
		2	10687
		3	8499
	Total Bukavu		23010
Total Sud-Kivu			23010
Maniema	Kindu	1	11133
		2	3032
		3	3305
Total Maniema			17470
Total Général			247040

Annexe 10 - **Population enquêtée dans 20 Pools par Milieu**
(Type 1=ville 2=Cités 3=Rural)

LibProv	LibPool	TypeSite	Total
Bandundu	Bandudu	3	395
	Total Bandudu		395
	Kenge	2	650
		3	990
	Total Kenge		1640
	Kikuit	3	692
	Kikwit	1	503
	Total Kikwit		1195
	Tembo	2	599
		3	418
	Total Tembo		1017
Total Bandundu			4247
Bas-Congo	Matadi	1	1158
		2	677
		3	898
	Total Matadi		2733
	Mbanza-Ngungu	2	644
		3	1589
	Total Mbanza-Ngungu		2233
Total Bas-Congo			4966
Equateur	Boende	3	1045
	Total Boende		1045
	Gbadolite	1	959
		3	880
	Total Gbadolite		1839
	Lisala	2	1534
		3	2329
	Total Lisala		3863
	Mbandaka	1	675
		3	978
	Total Mbandaka		1653
Total Equateur			8400
Kasaï Occidental	Kananga	1	763
		2	688
		3	941
	Total Kananga		2392
	Tshikpa	1	571
		2	721
		3	2018
	Total Tshikpa		3310
Total Kasaï Occidental			5702
Kasaï Oriental	Mbuji-Mayi	1	872
		3	2084
	Total Mbuji-Mayi		2956
Total Kasaï Oriental			2956

Katanga	Dilolo	3	881
	Total Dilolo		881
	Kamina	3	969
	Total Kamina		969
	Kolwezi	1	703
		3	911
	Total Kolwezi		1614
	Lubumbashi	1	1599
		2	949
		3	861
	Total Lubumbashi		3409
	Manono	3	1235
Total Manono			1235
Total Katanga			8108
Nord-Kivu	Goma	1	2160
		2	1427
		3	3085
	Total Goma		6672
Total Nord-Kivu			6672
Orientale	Isiro	2	451
		3	1361
	Total Isiro		1812
Total Orientale			1812
Sud-Kivu	Bukavu	1	943
		2	1426
		3	2818
	Total Bukavu		5187
Total Sud-Kivu			5187
Total			50442

Annexe 11 – NOMBRE D'UPI ENQUETEES PAR POOL
(15 premiers pools urbains)

LibProv	LibPool	Total
Bandundu	Kenge	123
	Kikwit	86
	Tembo	56
Total Bandundu		265
Bas-Congo	Matadi	209
	Mbanza-Ngungu	96
Total Bas-Congo		305
Equateur	Lisala	209
	Mbandaka	107
Total Equateur		316
Kasaï Occidental	Kananga	326
	Tshikpa	228
Total Kasaï Occidental		554
Kasaï Oriental	Mbuji-Mayi	123
Total Kasaï Oriental		123
Katanga	Kolwezi	121
	Lubumbashi	261
Total Katanga		382
Nord-Kivu	Goma	385
Total Nord-Kivu		385
Orientale	Isiro	30
Total Orientale		30
Sud-Kivu	Bukavu	227
Total Sud-Kivu		227
Total		2587

Annexe 12 - NOTE TECHNIQUE SUR LE TRAITEMENT CIBLE DES DONNEES DE L'ENQUETE 1-2-3 POUR LEUR INTEGRATION DANS LE DSRP FINAL

L'objet de ce cette note est, d'une part, de décrire les dispositions prises par l'INS pour disposer des résultats de l'enquête 1-2-3 nécessaires pour le DSRP dans les meilleurs délais et, d'autre part, de présenter un chronogramme détaillé des activités.

Afin de disposer dans les meilleurs délais des données de l'enquête 1-2-3 nécessaires pour le DSRP, l'INS se propose de réaliser un « traitement ciblé » de l'enquête 1-2-3 et d'accélérer les modalités du traitement. Cette proposition est conditionnée par la disponibilité à Kinshasa du premier lot des questionnaires à la première semaine de juillet 2005.

Vu les réalités du terrain, l'exécution du calendrier connaît déjà un retard important, il s'avère donc impératif de réajuster la stratégie de traitement des données de l'enquête afin d'atteindre les mêmes objectifs sans un impact financier.


Les dispositions suivantes sont ainsi envisagées :


- Surseoir au traitement de la phase 2 de l'enquête et des modules 24 à 27 de la phase 3 ;
- Renforcer la saisie des données réalisée par trois équipes (120 agents) au lieu des 105 agents prévues antérieurement, les 15 étant retenus parmi les candidats formés avec succès ; Ceci permettra de réduire le temps de saisie de 3 à 2,5 mois homme pour résorber le temps déjà perdu.
- Renforcer l'équipe chargée de l'apurement des données par certains chefs d'équipes aussitôt la saisie terminée. ;
- Respecter la période fixée à l'assistance technique extérieure pour l'apurement des données, la production et de l'analyse des résultats.

Le chronogramme suivant détaille les seules activités permettant d'assurer la disponibilité des résultats nécessaires pour le DSRP à la fin du mois d'octobre 2005.

Le Nouveau Chronogramme suite au glissement de deux semaines

Activités	j u i n	juillet	Août	septembre	Octobre	Novembre
	0 6	07	08	09	10	11
Formation des agents de saisie						
Réception des questionnaires						
Vérification et saisie des questionnaires phase 1						
Vérification et saisie des questionnaires phase 3						
Apurement des données phase 1						
Apurement des données phase 3						
Préparation du plan d'analyse						
Mission d'AT apurement et tabulation (2 experts : phase 1 et phase 3)						
Production et analyse des résultats phase 1						
Production et analyse des résultats phase 3						
Mission de production d'AT analyse des résultats (2 experts)						
Finalisation du profil de pauvreté du DSRP final						

 Ancien glissement → résultat fin Octobre 2005

 Nouveau glissement → résultat mi-novembre 2005

Calendrier du traitement ciblé de l'enquête 1-2-3 pour le DSRP final et la suite

Activités	ju in	juillet	Août	septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
	0 6	07	08	09	10	11	12	01/06
Formation des agents de saisie								
Réception des questionnaires								
Vérification et saisie des questionnaires phase 1								
Vérification et saisie des questionnaires phase 3								
Vérification et saisie des questionnaires phase 3 suite								
Vérification et saisie des questionnaires phase 2								
Apurement des données phase 1								
Apurement des données phase 3								
Apurement des données phase 3 suite								
Apurement des données phase 2								
Préparation du plan d'analyse								
Mission d'AT apurement et tabulation (2 experts : phase 1 et phase 3)								
Production et analyse des résultats phase 1								
Production et analyse des résultats phase 3								
Mission de production d'AT analyse des résultats (2 experts)								
Finalisation du profil de pauvreté du DSRP final								
Apurement et tabulation phase 2 et phase 3								
Mission d'analyse des résultats de l'enquête 1-2-3 à Bamako								
Finalisation à Kinshasa et Publication								

Ancien glissement → résultat fin Octobre 2005
 Nouveau glissement → résultat mi-novembre 2005
 Suite normal de travaux de 1-2-3 après le traitement ciblé pour DSRP

Annexe : Liste des indicateurs disponibles à partir de l'enquête 1-2-3

Pauvreté et inégalités sociales	
Proportion de la population disposant de moins d'un dollar par jour	Part du cinquième le plus pauvre dans la consommation nationale
Profondeur de la pauvreté	Indice de Gini
Sévérité de la pauvreté	Proportion des dépenses alimentaires des ménages
Indice d'écart de la pauvreté	Proportion de ménages dirigés par des femmes
Proportion de ménages disposant de plus de cinq biens essentiels sur dix	
Education	
Taux brut de scolarisation dans le primaire	Taux d'alphabétisation hommes
Taux net de scolarisation dans le primaire	Taux d'alphabétisation femmes
Taux net de scolarisation dans le primaire Garçons	Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire
Taux net de scolarisation dans le primaire Filles	Rapport filles/garçons dans l'enseignement secondaire
Taux d'alphabétisation	Rapport filles/garçons dans l'enseignement supérieur
Emploi	
Taux d'activité	Taux de sous-emploi
Taux de chômage	Proportion de femmes exerçant un emploi rémunéré
Taux d'informalité	Inégalité de revenu homme/femme
Cadre de vie	
Proportion des ménages propriétaires de leur logement	Taux d'utilisation des latrines hygiéniques
Proportion de la population ayant accès à une source d'eau meilleure	Taux d'évacuation des déchets ménagers
Proportion de la population ayant accès à l'électricité	
Communication et information	
Pourcentage de ménages disposant d'un poste radio	Pourcentage de ménages disposant d'un téléphone fixe
Pourcentage de ménages disposant d'un poste TV	Pourcentage de ménages disposant d'un téléphone portable
Environnement	
Pourcentage de ménages utilisant des combustibles solides (bois, charbon de bois)	

N.B : Cette liste n'est pas exhaustive, elle peut être revue selon les besoins des utilisateurs.
(Kinshasa, 22.06.2005)

Par : Timothée MAKABU ma NKENDA
Alain BRILLEAU
Alexis LUKAKU NZINGA
Elias SALEH MUKONGO

PROFIL DE PAUVRETE EN RDC

Les pauvres considérés pour l'analyse avec l'enquête 1-2-3 :

- Les personnes dépensant moins de 1 dollar par jour ;
- Les ménages dépensant plus de 50% de leurs revenus pour l'alimentation ;
- Les personnes consommant moins de 2400 Kcalories par jour ;
- Les personnes dont la dépense moyenne journalière est en dessous de $\frac{2}{3}$ de la dépense médiane journalière par tête ;
- Les personnes en dessous de la ligne d'indigence définie comme l'équivalent monétaire dépensé pour consommer 2400 Kcal par jour.

Où sont les pauvres ?

- Les pauvres selon le milieu de résidence ;
- Les pauvres selon la province.

Annexe 13- **Les activités réalisées par l'équipe technique de l'enquête 1-2-3 en provinces.**

Introduction :

Le Directeur Technique de l'enquête nationale du type 1-2-3 a pour rôle de :

- concevoir la méthodologie de l'enquête 1-2-3 adaptée aux conditions de la République Démocratique du Congo, notamment l'échantillonnage, les questionnaires, les manuels d'instructions aux enquêteurs, contrôleurs et superviseurs, ainsi que l'organisation de terrain.
- Recruter et former les superviseurs ;
- Préparer les dossiers du budget et de l'acquisition des équipements de l'enquête 1-2-3 ;
- Déployer les superviseurs dans leurs pools respectifs ;
- Assurer le contrôle administratif et technique du déroulement de toutes les opérations de l'enquête ;
- Superviser les opérations de saisie des données et de sortie des résultats ;
- Rédiger le rapport de l'enquête 1-2-3.

Les actions mentionnées ci-dessous ont pour objectifs d'illustrer le rôle de Directeur Technique durant l'exécution de l'enquête nationale 1-2-3 à différentes étapes.

Mois de novembre 2004 :

- mise à jour de la base de sondage des cités et des secteurs de la RDC ;
- tirage des secteurs et cités enquêtés en provinces (première partie) ;
- préparation d'un document cadre de l'enquête 1-2-3(méthodologie, plan de sondage) ;
- adaptation des questionnaires et manuels de l'enquête 1-2-3 en provinces ;
- présélection des candidats superviseurs de l'enquête 1-2-3 en provinces.

Mois de décembre 2004 :

- formation et évaluation des candidats superviseurs provinciaux ;
- tirage des échantillons des secteurs (suite) ;
- première version du document de l'échantillonnage (pour le terrain) ;
- impression des questionnaires.

Mois de Janvier 2005 :

- Sélection définitive des superviseurs (interviews des candidats en sous-comité) ;
- Finalisation du plan d'échantillonnage (taille définitive de l'échantillon par province, district, cité et site, mode de tirage par strate,...) ;
- Constitution des pools ;
- Elaboration du budget des pools de l'enquête 1-2-3.

Mois de février 2005 :

- Finalisation du chronogramme des activités avec budget par activité ;
- Suivi de l'impression des manuels et questionnaires ;
- Préparation du déploiement des superviseurs en provinces : élaboration d'un document cadre de la logistique et sa mise en application(distribution des questionnaires, manuels, équipement de terrain,...) ;
- Tirage des échantillon des villages ;
- Adaptation des programmes de traitement(masques de saisie, dictionnaire des variables, ..).

Mois de mars 2005 :

- déploiement des superviseurs en provinces :
 - a) acquisition des kits de terrain et sa distribution, préparation des malles ;
 - b) réservation des billets et affrètement des malles de documents d'enquête ;
- tirage des échantillons des villages(suite) ;
- adaptation des programmes de traitement (suite).

Mois d'avril et mai 2005 :

- Déploiement des superviseurs en provinces (suite) ;
- Dénombrement des ménages et collecte des données des phases 1-3 dans les pools de Lubumbashi, de Kamina, Dilolo et Kolwezi ;
- Dénombrement des ménages dans les pools de Mbandaka, Bandundu, Tembo, Kikwit, Kananga et Gbadolite ;
- Formation et déploiement des enquêteurs dans les 15 autres pools.
- Suivi des problèmes liés à la collecte des données sur le terrain : application du plan d'échantillonnage, accès aux sites sélectionnés, interprétation des instructions des manuels et autres, réalisation de budget du pool, etc.

Mois de juin et juillet 2005 :

- Collecte des données des phases 1, 2 et 3 (suite et fin) dans les pools suivants : Lubumbashi, Mbandaka, Mbuji-Mayi, Dilolo, Kamina, Tembo, Kikwit, Gbadolite et Kolwezi ;
- Collecte des données des phases 1-3 terminées , mais la phase 2 est en cours, dans la plupart des autres pools, sauf les pools de Kenge et Mbanza-Ngungu occupés à déployer les enquêteurs des phases 1 et 3, et à former ceux de phase 2 ;
- Suivi des problèmes liés à la collecte des données sur le terrain.
- Recrutement et formation des agents de saisie, des chefs d'équipe et de vérificateurs ;
- Début de la vérification des données.

Mois d'août 2005 :

- Collecte des données des phases 1,2 et 3 terminée dans les pools de Bandundu, Kenge, Mbanza-Ngungu, Kananga, Mwene-Ditu, Lisala et Bukavu. Mais, la collecte des données de la phase 2 est en cours dans les pools de Goma, Bunia, Kindu et Kisangani.
- Vérification et saisie des données des pools suivants : Lubumbashi, Mbandaka, Mbuji-Mayi, Dilolo, Kamina, Tembo, Manono, Kikwit, Matadi, Boende, gbadolite, Kolwezi et Isiro.
- Apurement des données.
- Missions de contrôle d'exécution d'enquête en provinces.
- Préparation des états justificatifs des dépenses des pool

Mois de septembre 2005 :

- Vérification et saisie des données des pools de Kenge, Mbanza-Ngungu et Bukavu.
- Apurement des données ;
- Missions de contrôle d'exécution d'enquête en provinces(suite).
- Préparation des états justificatifs des dépenses des pools

Mois d'octobre 2005 :

- Vérification et saisie des données des pools de Kananga et Tshikapa ;
- Apurement des données.
- Préparation des états justificatifs des dépenses des pools

Mois de novembre 2005 :

- Vérification et saisie des données des pools de Lisala et Goma ;
- Vérification et saisie des données de la phase 2 des pools de Kananga, Tshikapa, Bukavu, Lisala et Goma.
- Appui à la mission d'apurement des données(Mr Martin Mba et Mme Constance Torelli) : apurement des données de 18 pools.
- Préparation de la base de sondage pour le calcul des pondérations.

Mois de décembre 2005 :

- Finalisation de la base de sondage et calcul des coefficients de pondération.
- Apurement des données des pools de Lisala et Goma(en cours).
- Rédaction du rapport d'étape d'exécution de l'enquête.

Fait à Kinshasa, le 23 décembre 2005.

Le Directeur Technique de l'enquête 1-2-3

Timothée MAKABU ma NKENDA

Annexe 14a Budget des pools(première partie)
Institut National de la Statistique
Enquête 1-2-3
Budget synthèse par pool

N°	Nom	Pool d'affectation	Montant en USD		Total
			PNUD	BAD/PAIM	
1	Mr MPAKA EBUN'BE FELIX	LUBUMBASHI	11710		11710
2	Mr MAKAYA M. MBENZA SIMON	MBANDAKA	8460		8460
3	Mr NDIBA KAYUMBA MARCEL	GOMA	21670		21670
4	Mr MAVUNZA KALUMBEDIKO HENRI	BANDUNDU	12480		12480
5	Mr PANU MPABI REMY	TSHIKAPA	13295		13295
6	Me MAKENGO MA MBUKU TAMBA ASTRID	MBANZA-NGUNGU	0	2150	2150
7	Me KABWE KABEYA JACKY	MBUJI-MAYI	12915		12915
8	Mr KIMOSIKO NASENGE-MATADI SIMON CICERON	DILOLO	10885		10885
9	Mr LUNGELA NDIANGANI AIME	KAMINA	6285		6285
10	Mr NKAWA IHONDA JEAN	TEMBO	5790		5790
11	Mr MASHALA IDINGI	MANONO	10885		10885
12	Me MPUTU NDONGO FANY	KIKWIT	7915	1875	9790
13	Mr NSONGI ZI MASALA THEOPHILE	MATADI	0	11290	11290
14	Mr MUKENDI BUTAKA	KANANGA	9800		9800
15	Mr NDJUNDU ILIH GASPARD	BOENDE	6185		6185
16	Me TAMAKWANI KINA CELESTINE	GBADOLITE	8915		8915
17	Me KAYIBA MBELU ELISABETH	KOLWEZI	7695		7695
18	Mr KAMBALE KAMABU GOFEFROY	BUNIA	13190		13190
19	Mr WAWA SAKRINI	KINDU	16915		16915
20	Mr LUBAKI MU MATOMINA	KISANGANI	12635		12635
21	Mr MASSAMBA LUYINDULA MODESTE	ISIRO	9740		9740
22	Mr MBIKAYI KADIMA	MWENE-DITU	10340		10340
23	Mr BAKUTUVWIDI MAKANI PAUL	BUKAVU	19230		19230
24	Mr MAKALA MAKAMBU JOVIN	KENGE	0	1650	1650
25	Mr KALAKALA MULENDA	LISALA	12970		12970
	Total		249905	16965	266870

Fait à Kinshasa, le 05 avril 2005

Annexe- 14 b Budget des pools(deuxième partie)

PROGRAMMATION DU FINANCEMENT DE L'ENQUETE 1-2-3 EN PROVINCES PAR POOL ET PAR BAILLEUR

Nom	Pool d'affectation	Montant en USD							Total
		Don PARER	DFID	Fonds Hollandais 1	Fonds Hollandais 2	Fonds Hollandais 3	Fonds Hollandais 4	Fonds Ouentin	
Mr MAVUNZA KALUMBEDIKO	BANDUNDU	8909				14677			23586
Me MPUUTU NDONGO FANY	KIKWIT	5168	10573						15741
Mr MAKALA MAKAMBU JOVIN	KENGE	4054						7616	11670
Mr NKAWA IHONDA JEAN	TEMBO	2941	8699						11640
Me MAKENGO MA MBUKU TAMBA	MBANZA NGUNGU	6281					10005		16286
Mr NSONGI ZI MASALA	MATADI	9194	27197						36391
Mr MAKAYA M. MBENZA SIMON	MBANDAKA	6682	12803						19485
Mr NDJUNDU ILIH GASPARD	BOENDE	2799	4992						7791
Mr KALAKALA MULENDA	LISALA	7537				17024			24561
Mr Boniface ILUNGA MUTOMBO	GBADOLITE	5310	14750						20060
Mr LUBAKI MU MATOMINA	KISANGANI	8909						15157	24066
Mr MASSAMBA LUYINDULA	ISIRO	5168		10573					15741
Mr KAMBALE KAMABU	BUNIA	7537					18134		25671
Mr NDIBA KAYUMBA MARCEL	GOMA	16158						36968	53126
Mr BAKUTUVWIDI MAKANI PAUL	BUKAVU	13647			29459				43106
Mr WAWA SAKRINI	KINDU	11847						27769	39616
Mr MPAKA EBUN'BE FELIX	LUBUMBASHI	9336	27785						37121
Mr LUNGELA NDIANGANI AIME	KAMINA	2799		5392					8191
Mr MASHALA IDINGI	MANONO	572			2173				2745
Me KAYIBA MBELU ELISABETH	KOLWEZI	4054		9011					13065
Mr KIMOSIKO NASENGE-MATADI	DILOLO	572						2663	3235
Mr MBIKAYI KADIMA	MWENE-DITU	6566						21920	28486
Me KABWE KABEYA JACKY	MBUJI MAYI	9051			16120				25171
Mr MUKENDI BUTAKA	KANANGA	7938				18944			26882
Mr PANU MPABI REMY	TSHIKAPA	7537					21874		29411
Dépenses à Kinshasa	KINSHASA	41869							41869
Total		212434	106799	24976	47752	50645	50013	112093	604712